

RACISMES : QUEL COMBAT ?

<i>LE RACISME OU LES RACISMES</i>	<i>page 2</i>
<i>UN HISTORIQUE RAPIDE DU RACISME</i>	<i>page 3</i>
<i>LE RACISME ANTI IMMIGRES, DANS LA MASSE OUVRIERE ET DANS L'ARISTOCRATIE OUVRIERE</i>	<i>page 7</i>
<i>LES RACISMES EN MILIEU POPULAIRE</i>	<i>page 10</i>
<i>LES RACISMES, UTILISES PAR LES ETATS</i>	<i>page 13</i>
<i>LES ORGANISATIONS ANTIRACISTES EN FRANCE</i>	<i>page 16</i>
<i>L'ANTIRACISME, DES VALEURS BROUILLEES : INDIGÈNES, CRAN, DIEUDONNÉ</i>	<i>page 19</i>
<i>UN RACISME ANTI BLANC ? NON, UN RESSENTIMENT</i>	<i>page 24</i>
<i>ISLAMOPHOBIE : RACISME OU CRITIQUE DE LA RELIGION</i>	<i>page 26</i>
<i>QUELLE RÉPONSE AU RACISME</i>	<i>page 29</i>

LE RACISME OU LES RACISMES

Le racisme est un sujet que nous avons régulièrement traité en tant que militants nous adressant au monde ouvrier, et d'une manière générale aux exploités.

Nous avons retrouvé au moins cinq textes d'une certaine importance, qui ont été utilisés soit pour des réunions d'entreprise, de quartier ou lors de sortie organisée : « *L'immigration et le racisme* » (octobre 1990) ; « *Le racisme et la classe ouvrière* » (novembre 1992) ; « *Brève histoire du racisme scientifique* » (avril 1994) ; « *Sur le racisme et le Front National* » (mai 1995, qui est une répétition un peu actualisée des précédents, à l'occasion du meurtre du Marocain Brahim Bouarram le 1^{er} mai, jeté à la Seine) ; et « *Racisme : tous parents, tous différents* » (mars 2000). L'Ouvrier a traité du racisme deux fois directement : « *Racisme : la seule communauté qui vaille, l'union des démunis* » (n°161) ; « *Humanité : nos origines, notre avenir* » (n°230). Et il faudrait compter aussi quatre numéros sur les immigrés, et quatre autres concernant les Juifs. Ce qui nous amène à dix numéros sur ce sujet. Et il faudrait compter celui qui a pour titre « *Système : la quenelle ou le poing levé* » (n° 257), et sans doute d'autres.

En 1992 déjà, nous avons été amenés à faire une observation capitale : il est essentiel pour nous de faire une distinction sociale lorsque l'on parle de racisme. Cette année-là, nous avons eu dans l'actualité affaire dite de « *la boulangère de Reims* ». Cette dame avait tué d'une balle en pleine tête un jeune maghrébin à la suite d'un vol de croissants. Au tribunal, l'avocat général, inquiet par une opinion publique du côté de la boulangère, avait prévenu les jurés : « *Si vous acquittez, vous devez savoir : vous accordez un permis de tuer pour tout et n'importe quoi* ». La justice, populaire, avait acquitté la boulangère.

Et nous expliquions donc : « *Oui, aujourd'hui, les puissants et les riches se montrent le moins racistes. Ils ne veulent pas utiliser le racisme ouvertement. Alors que les préjugés et les réflexes racistes se développent dans la population, en particulier les couches les plus pauvres, celles où nous vivons, vous et moi.* » Et nous avons ajouté : « *Ce n'est pas que le racisme soit par nature réservé aux pauvres. On peut même dire que ce sont les riches, les puissants, parmi lesquels se trouvent les penseurs, les intellectuels, qui ont inventé le racisme. Pour justifier le système qui les rend riches, eux, en maintenant d'autres hommes dans la pauvreté.* »

Et nous commençons également à observer, que dans les couches supérieures de la société, les politiciens au service des puissants, eux, se mettaient à user de l'argument raciste, en le camouflant sous la dénomination d'immigré. Dans le texte de 1990, nous disions en introduction : « *Le racisme est aujourd'hui dans la bouche de tous les politiciens quand ils déclarent qu'il y a un problème avec les travailleurs immigrés, même s'ils font une distinction hypocrite entre les clandestins et les autres. Un certain nombre de ces gens-là savent que le vrai problème n'est pas "les immigrés", mais la société, dont ils se prétendent les responsables.* »

Ainsi, nous avons toujours fait une distinction, essentielle, selon le milieu social, pour comprendre la nature du racisme, et pour pouvoir y répondre. L'avocat général se présente en anti raciste, car il est soucieux de l'ordre public, et il craint que des meurtres plus ou moins racistes se multiplient. Les politiciens, eux, sentent le vent et savent que des sentiments racistes montent au sein de la population ; ils s'en font donc l'écho, pour se faire bien voir, se faire élire, avoir des soutiens.

Cette distinction sur le critère social, sur un critère de classe, elle n'est jamais faite dans le monde bourgeois. Des milliers de pages sont écrites, pour tenter d'appréhender le phénomène raciste, mais le monde bourgeois, qui prétend toujours parler au nom de tous, ne va jamais jusqu'à tenter de l'analyser en prenant en compte le milieu social, les inégalités sociales. Les organisations antiracistes, elles aussi, font semblant que nous vivons dans un monde idéal, égalitaire, et s'interdisent de faire la moindre différence selon la provenance sociale des attitudes racistes.

UN HISTORIQUE RAPIDE DU RACISME

Nous allons tenter de voir d'un peu plus près le contenu de l'idée raciste, d'abord dans les milieux dominants de la société. Nous le répétons, en haut de la société, le racisme est au départ une manière de voir qui permet de justifier, plus ou moins consciemment, l'attitude que prennent les couches auxquelles ces personnes appartiennent envers les peuples qu'ils exploitent, les êtres qu'ils asservissent.

Dans l'Antiquité, au temps où le mode d'exploitation était l'esclavage, les êtres asservis à cet esclavage n'étaient plus considérés comme des hommes, et donc pas non plus comme des hommes inférieurs. La législation en faisait des objets, objets que l'on achète, que l'on négocie, que l'on possède et que l'on utilise.

Ce racisme est encore incomplet, si on le compare à celui qu'on nomme racisme de nos jours. Il n'énumère pas des races différentes, il ne cherche pas à hiérarchiser. Il fait l'essentiel cependant, il rejette de la catégorie humaine un certain nombre d'êtres humains. Mais attention, il ne rejette pas pour éliminer totalement, il rejette seulement dans l'esprit, dans le cerveau, pour que dans la réalité, cet être « non humain » puisse au contraire être bel et bien conservé auprès de soi, utilisé, au point même d'avoir un rôle absolument essentiel dans le mode et le niveau de vie que l'on atteint grâce à lui, à son travail.

Le racisme est donc une manière d'occulter, dans le cerveau, une partie essentielle des qualités, l'humanité même, d'un être vivant, de manière à ne plus être moralement gêné pour en faire ce que les lois de l'économie et de la classe à laquelle on appartient, leur fait faire. Les souffrances, la mort de l'esclave, n'émeuvent pas. Le racisme rend supportable l'utilisation du présumé non humain.

Au Moyen Age, l'Europe est fermée sur elle-même. On sait, plus ou moins, dans les couches sociales supérieures, qu'il existe des Indiens, des Chinois, mais on ne les voit pas, ce sont de vagues fantômes légendaires, même si des produits que l'on apprécie proviennent de leur monde. Il n'y a plus d'esclavage, car l'Empire romain qui en assurait la police, s'est désintégré. La société s'est réorganisée sur d'autres critères moraux.

Cette société est bien plus complexe que ce que nous pouvons connaître de nos jours. Mais il ne semble pas y avoir de catégorie humaine niée en tant que telle, comme l'avaient été les esclaves.

Pourtant, un racisme est apparu dans les couches élevées, mais il est bien différent de la vision maintenant oubliée de l'esclave. C'est la vision, d'abord, du Juif. Et bientôt, mais autrement, du Musulman. Oui, le racisme au Moyen Age est religieux. Pendant des siècles, du

haut de l'Etat, du haut des autorités religieuses, un racisme religieux va être instillé auprès des populations de toute l'Europe. Contre le Juif, qui est présent en Europe, et qui est donc présenté comme un ennemi intérieur, donc sournois, un cheval de Troie, le mal, le diable, l'ennemi même de Dieu, le tueur de Jésus, l'empoisonneur de puits, le semeur de maladies...

Et lorsque l'Islam apparaît puis s'étend, touchant les frontières de l'Europe, le Musulman fait figure cette fois d'ennemi de l'extérieur, toujours sur la base d'une forte consonance religieuse. A cette différence que seront bien plus rares les confrontations réelles avec des Musulmans en chair et en os. En 1492, année qui sera celle de la découverte du Nouveau Monde, les Musulmans sont militairement refoulés d'Espagne, et les Juifs sont totalement expulsés d'Europe.

L'idée d'une Europe chrétienne pure, de race pure, est sous jacente. Et elle est logique : puisque désormais, on considère tout le monde comme des humains – ce qui est très différent de la vision de l'esclave – pour justifier le fait qu'on ne veut pas de l'autre, ou qu'on veut bien de l'autre mais à une condition inférieure, on se doit de mettre en place une hiérarchie nouvelle, une hiérarchie autre que celle médiévale des différents ordres sociaux.

Lorsque les Espagnols et les Portugais découvrent les peuples d'Amérique, le problème se complique. Les aventuriers envoyés ainsi à la recherche d'une voie nouvelle pour commercer avec les Indes, avec l'Extrême Orient, parce que les anciennes voies sont bouchées par l'Islam, ces aventuriers, que ce soit selon leurs penchants, ou sur ordre des gouvernements qui les payent, agissent en rapaces.

Très vite, on découvre non pas l'Amérique, mais qu'il est facile de soumettre ces peuples, de renverser et de démolir leur Etat, de les exploiter ensuite sans limite, d'aller jusqu'à l'épuisement même de la population, et de s'enrichir ainsi à toute vitesse. Premier justificatif qui permet au cerveau de bien vouloir accepter ce qu'il fait là : si le blanc européen l'emporte, c'est que Dieu l'a voulu. Dieu est donc avec le blanc, puisqu'il lui a procuré la force de vaincre. Le blanc européen est donc supérieur. L'idée d'inégalité, de races inégales, est en germe.

Mais cela ne suffit pas tout à fait. Il faut aussi justifier les traitements ignobles faits aux populations. Et là, on va voir des désaccords, au sein même des conquistadores, des élites qui ont envahi les territoires de ceux qu'ils appellent les Indiens. Il y a désaccord, justement parce qu'on considère que ce sont des êtres humains. Les uns pensent que la violence exercée sur les Indiens est insupportable, que la supériorité chrétienne ne doit être apportée que par l'exemple, donc sans violence, en respectant les civilisations locales et leurs mœurs. Les autres disent que leurs mœurs sont détestables, ils font des sacrifices humains, ils pratiquent le péché d'idolâtrie, et il faut les évangéliser de force, comme on a commencé déjà à le faire.

Les défenseurs des Indiens sont représentés par Bartolomé de Las Casas. Le parti de la force organisée par Juan Ginès de Sepulveda. Charles Quint fait organiser un débat de haut niveau, entre les deux visions, ce sera la controverse de Valladolid. Contrairement à la version romancée du téléfilm, il ne s'agit donc pas de discuter si les Indiens ont une âme, en clair s'ils sont humains. Ils le sont. Il faut juste savoir comment les convertir. Finalement, l'exploitation féroce va décliner, mais surtout parce qu'elle atteint ses limites. A l'exploitation des Indiens, va succéder et s'ajouter la Traite des Noirs, que l'on fera venir d'Afrique.

A la suite de la découverte des Amériques, les puissances européennes chrétiennes attribuent donc une infériorité religieuse, mentale, physique, morale, et pour tout dire humaine, aux peuples des autres continents, qu'elles soumettent, les exploitant outrageusement, en éliminant définitivement une partie. C'est donc toujours une vision religieuse des populations exploitées qui prévaut. Mais la multiplication et la diversification de ces populations, et aussi l'apparition des sciences, vont modifier progressivement ce point de vue et ce contenu du racisme, en tant qu'idéologie qui permet de justifier l'exploitation de l'homme par l'homme.

La science moderne se développe à partir du 17^{ème} siècle, en même temps que la révolution sociale bourgeoise. La bourgeoisie n'élimine pas Dieu et la religion, mais elle les sépare des autres domaines, de la science ou de l'Etat. On cherche alors à expliquer le monde sans avoir à chercher le rôle de Dieu, dont on considère de plus en plus qu'il a surtout joué un rôle créateur. Dans le domaine du vivant, on découvre une profusion d'espèces végétales, animales. Et pour s'y retrouver, on procède à des tentatives de classification.

C'est ainsi que le botaniste Linné (1707-1778) va diviser l'humanité en quatre races, selon la couleur de la peau. Le blanc (l'Européen), dit-il, est gouverné par les lois. Le rouge (l'Indien des Amériques) se gouverne par les usages. Le jaunâtre (Asiatique) est gouverné par l'opinion. Le noir, par la volonté arbitraire de ses maîtres.

Ce système a une apparence scientifique, puisque non seulement il décrit et catégorise l'ensemble des populations du monde, mais il les distingue selon un critère de comportement, le mode de gouvernement, qui est essentiel pour les humains. Ce faisant, il établit, on le voit bien, un classement, une hiérarchie. Le blanc, gouverné par les lois, est de toute évidence le plus évolué, et le noir, qui ne fait qu'obéir à des maîtres, est bon dernier dans cette évolution vers un mode de gouvernement civilisé.

En réalité, Linné ignore dans son classement le fait que les Noirs ont également des rois et des royaumes. Mais il ne peut pas ignorer que, pendant qu'il travaille et réfléchit, les négociants de Nantes, La Rochelle ou Bordeaux s'enrichissent et enrichissent toute sa classe en embarquant dans des conditions sordides des esclaves noirs en Afrique pour les emmener travailler aux Antilles, aux Amériques. Sa vision reflète l'ordre social dans lequel l'Occident est en train de coloniser le monde.

Mais il faut bien voir que ce genre de classement n'est pas réalisé d'une manière crue, cynique, pour mentir, justifier de manière calculée et consciente une exploitation. Non, il s'agit d'un problème de classe. Les scientifiques comme Linné appartiennent à un monde qui côtoie les puissants, les riches, et ceux qui profitent de la colonisation, de la traite humaine. Ils subissent donc par mille canaux toute une pression sociale. Lorsqu'ils font une observation qui ne correspond pas à l'idée que se font ceux qui se considèrent supérieurs, ils pensent que c'est cette observation qui est incorrecte, pas leur jugement.

Ainsi, aux Etats-Unis, Samuel Morton (1799-1851) va chercher à aller plus loin dans le classement des races humaines, en mesurant le volume des cerveaux. Pendant trente ans, il collectionne les crânes, les mesure. Résultat : Le caucasien (le blanc) a le plus gros cerveau, avec 1426 cm³ ; puis le Mongol 1360 ; vient ensuite l'Indien d'Amérique 1340, le Malais 1327, et enfin l'Ethiopien (le noir) avec seulement 1278 cm³. C'est net, clair et précis. Scientifique, donc... Pas vraiment !

Dans les années 1980, Stephen Jay Gould, biologiste américain, reprend le travail de Morton. Et il s'aperçoit que Morton n'avait découvert que ce qu'il supposait. Vivant dans une société américaine à l'époque esclavagiste, il pensait que le Noir devait avoir un cerveau plus petit. Du coup, lorsqu'il tombe sur un crâne de Noir un peu gros, il le mettait de côté, ne le comptait pas, jugeant que celui-ci était une exception, un cas particulier. De même, il n'utilisait pas le même nombre de crânes pour chacune des supposées « races ». En fait, il travaillait de bonne foi, en subissant sans s'en rendre compte les préjugés du monde dominant de son époque.

En tout cas, pendant deux siècles, le racisme est élevé à un grade de théorie scientifique. L'idée de base est que l'humanité est non seulement divisée en races différentes, comme d'autres espèces animales, mais qu'il y a une hiérarchie entre ces races. Evidemment, la hiérarchie devait correspondre à celle qui avait fait du blanc européen le dominateur sur les autres peuples.

La population européenne, elle, ne connaît pas les nouveaux peuples découverts, n'en sait peut-être même pas l'existence. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas, dans les têtes de cette population, de préjugés, mais ils sont tournés vers ce qu'ils connaissent, les habitants d'un village proche, des individus qui errent sur les routes.

C'est l'apparition du capitalisme proprement dit qui va changer la donne, et qui sera l'occasion de concrétiser, au sein de la population également, un racisme « moderne ». C'est qu'avec le capitalisme, le besoin d'une main d'œuvre disponible, pauvre, sans attache, ne possédant plus que leur force de travail, est immédiat, insatiable. A partir des années 1830 en Angleterre, ensuite en France, les patrons arrachent cette main d'œuvre d'abord des campagnes, vident les villages des Alpes, du Jura, du Massif Central, de Bretagne et du Bassin Parisien, pour aller remplir les cités ouvrières du Nord, de l'Est, de la Région parisienne.

Rapidement, cette chasse à la main d'œuvre ouvrière s'étend en traversant les frontières. Et l'on recherche de la même manière des Belges, des Espagnols, des Italiens. Ensemble avec les Français déracinés, tous se retrouvent sans repères, sans liens, sans défense, une main d'œuvre qui accepte des conditions de travail et un salaire lamentables.

Evidemment, chaque nouvelle vague de migration va créer de nouveaux contenus racistes, et des contenus racistes différents.

Il n'y a donc pas un racisme. Cela, c'est un langage dû à la vision idéaliste du monde bourgeois. Ce monde pense que l'idée pré-existe à la réalité. Il y aurait donc une idée mauvaise, un mal, le racisme, qui viendrait se greffer à telle ou telle situation. Ce n'est pas notre vision des choses. De plus, le monde bourgeois prétend réaliser une société égale – liberté, égalité, fraternité - et il ne peut donc reconnaître qu'il est en réalité basé sur la construction, la reconstruction, la reproduction d'innombrables inégalités, à bien des niveaux.

Retenons donc pour l'instant cette première idée. Nous serons mieux à même de comprendre et de répondre au racisme si l'on admet qu'il varie. Il varie d'abord selon qu'il s'exprime du haut des milieux dirigeants et cultivés de la société, ou de la population et des milieux les plus pauvres. Il varie ensuite, au sein de cette population, car les raisons de clivages, d'oppression, de dominations sont extrêmement diverses et chacune d'elle peut favoriser l'apparition d'une forme ou d'une autre de racisme.

Du côté des classes dominantes, les scientifiques qui en sont maintenant des penseurs essentiels, continuent de se fourvoyer à vouloir démontrer et re démontrer l'existence de races humaines, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Là, le nazisme allemand va mener la logique raciale à son point ultime, voulant de force créer en Europe une race pure, la race aryenne, éliminant pour cela ceux qu'il considérait comme bâtards, inférieurs, avec l'élimination industrielle de 6 millions de Juifs, des Tziganes, des homosexuels.

Le nazisme ayant perdu militairement la guerre, les scientifiques vont revenir sur la notion de race, et finiront par démontrer qu'il est impossible de parler de races humaines. Si on choisit un classement selon la couleur de la peau, il ne va pas du tout correspondre à celui selon les groupes sanguins. La règle de survie, en cas de transfusion de sang, obéit seulement à des règles liées aux groupes sanguins. Et il n'y a aucune correspondance entre le groupe sanguin et la couleur de peau. Ainsi, quelqu'un qui a comme groupe sanguin O peut donner son sang à tout le monde, quelle que soit la couleur de peau. Mais il ne peut recevoir du sang que de quelqu'un de groupe AB, que la personne soit noire, blanche ou autre.

Mais que les races n'existent pas n'empêche pas le racisme d'exister. Une explication qui a fait date de manière universelle est venue, non plus du côté des biologistes, mais du côté des sciences sociales. Claude-Lévi-Strauss a fait une conférence considérée comme essentielle sur le racisme à l'UNESCO en 1952, intitulée Race et histoire, qui sera complétée par une autre en 1971, Race et culture. Il y explique, en partant de ses nombreuses observations ethnologiques, que tous les groupes humains ont tendance à voir le monde à partir du clivage entre « eux » et « nous » et à dévaloriser les « étrangers ».

Cette observation allait donc assez loin puisqu'elle indiquait une forme d'attitude supérieure y compris chez des peuples sans division sociale importante voire sans Etat. Soit. Mais si conclusion il y avait à en tirer, c'est que tout un travail d'éducation, ou même d'un mode de vie permettant des échanges et une connaissance mutuelle de divers groupes humains, devait être préconisé pour combattre ce préjugé, si « naturel » soit-il. Mais le capitalisme ne veut lutter contre le racisme que d'une manière bien imparfaite. Et son système est loin de permettre ce genre de vie idéale. Quant à ses organisations antiracistes, nous verront qu'elles vont privilégier la seule logique de répression.

LE RACISME ANTI IMMIGRÉS, DANS LA MASSE OUVRIÈRE ET DANS L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE

Si on peut assez bien retracer un historique de l'évolution du racisme dans les milieux dominants de la société, il est par contre beaucoup plus difficile de tracer une histoire du racisme dans les milieux populaires. Tout simplement, parce que, jusqu'à une époque très récente, rien ou presque n'est écrit dans ces milieux, rien non plus de la part des milieux dominants sur les milieux populaires. Mais on peut au moins, pour commencer, regarder de près le racisme actuel, dans les milieux populaires.

Nous utilisons ici l'étude de S. Beaud et M. Pialoux, « *Retour sur la condition ouvrière* » (10/18 n° 3646, Fayard 1999, 2004). Nous choisissons cette étude parce qu'elle prend en compte l'existence du racisme ouvrier, et que l'on peut même, à certains moments, y distinguer des différences de comportement selon les catégories ouvrières, OP ou OS, ou pour reprendre notre idée aristocratie ouvrière ou masse ouvrière. Cette étude portait sur la région

de Sochaux Montbéliard, avec la présence forte des usines Peugeot. On peut légitimement considérer que la période actuelle n'a globalement pas changé grand chose, ni politiquement, ni socialement, à la situation décrite donc au tournant du 20^e siècle et au début du 21^{ème}.

Que dit cette étude ? Elle décrit surtout les diverses formes que prend le racisme dans le monde ouvrier. Voici d'abord comment il s'exprime dans la masse ouvrière.

Les anciens prolos, ceux donc sans qualification, rêvaient, il y a vingt ans, lorsqu'ils étaient embauchés, de pouvoir « monter » dans l'usine, dans la société : « *devenir ouvrier professionnel, passer contremaître, devenir propriétaire d'un pavillon, améliorer le destin de leurs enfants* ». Mais la crise, la concurrence des autres exige d'eux des efforts de plus en plus grands ne serait-ce que pour se maintenir. Certains s'endettent lourdement pour tenter de fuir la cité HLM, acheter un pavillon, placer les enfants dans une école fréquentée par les classes moyennes. Mais ces enfants, d'avance distancés sur le plan scolaire, auront tendance à se décourager, ce qui fragilise la réussite.

Ces milieux de la masse ouvrière vivent dans des cités où ils côtoient les familles immigrées. Et la peur de l'avenir, le risque de reculer gravement socialement, ils le cristallisent sur l'étranger. Habitant des HLM, ils voient l'arrivée de chaque famille d'origine immigrée comme la preuve que l'immigration se poursuit, alors qu'aux sommets de l'Etat, on leur répète qu'elle est contrôlée, stoppée. Ils croient avoir la preuve que les discours officiels sont des mensonges, que les politiques n'osent pas dire la vérité sur l'immigration. Qu'on veut les berner, qu'il n'y en a que pour ces immigrés.

Ils ont une « *haine sociale* », nous disent Beaud et Pialoux. Et ceux qui choisissent de voter FN ont le sentiment « *de prendre une revanche contre la manière dont ils ont eu le sentiment d'être (mal) traités tout au long de ces dernières années* ». Retenons déjà ici le mot de « *revanche* ».

« *Dans les principaux quartiers d'habitat HLM de la région, expliquent les auteurs, la plupart des conflits entre "Français" et "immigrés" se nouent autour du mode d'éducation des enfants et des adolescents (...) L'accusation la plus fréquente tourne autour du nombre d'enfants qu'ont les immigrés : ils en font "trop", n'ont pas appris à « se limiter ». Ils compromettent ainsi l'avenir de leurs enfants (...) L'accusation d'imprévoyance se nourrit aussi du soupçon, croissant au fur et à mesure que la crise de l'emploi s'intensifie, d'un détournement des fonds publics au détriment des "Français".*

En second lieu, les familles nombreuses, par la liberté accordée aux enfants, l'absence d'une stricte « surveillance », par le flou des horaires, incarnent le mode ancien d'éducation populaire avec lequel une fraction croissante des familles populaires françaises a voulu rompre pour maximiser les chances de promotion de leur descendance. (...) Une partie de "leur" argent est "notre" argent, fruit de la redistribution. . C'est l'argument que les familles françaises se donnent pour justifier un "droit" de regard et un droit de commentaire sur les choix budgétaires de ces familles immigrées. (...) Toujours selon les mêmes dires, les dépenses des "immigrés" ont lieu systématiquement au détriment des enfants et en faveur du pays d'origine, et, si l'on suit la logique du raisonnement implicite d'ouvriers locaux, en défaveur du pays d'accueil, si ce n'est "contre" lui. (...) La jalousie est au cœur de ce processus (...) On trouve l'idée qu'ils sacrifient le bien-être et l'avenir de leurs enfants pour leur propre vanité d'immigrés qui font mine d'avoir réussi lorsqu'ils rentrent au pays.

(...) Dans les nouvelles usines, notamment celles qui se créent depuis six ou sept ans en relation avec le développement accéléré des nouvelles formes de sous-traitance, l'embauche des enfants d'immigrés, qu'ils soient de nationalité française ou étrangère, est de plus en plus difficile. On ne les accepte qu'avec de plus en plus de réticence. Pour cela, il faut que quelqu'un – un frère, un père – se porte comme garant dans l'usine. La pléthore de candidats pour un poste est telle qu'un refus ne peut jamais être imputé au racisme. Plus leur visibilité grandit dans (ces) institutions, plus se diffuse l'accusation selon laquelle "il n'y en a que pour les Arabes".

(...) Ces jeunes immigrés sont perçus comme une menace pour toutes les familles respectables (aussi bien françaises qu'étrangères) du quartier et pour leurs enfants : menace physique (racket, bagarre dans les collèges ou lycées, accrochages en bas des cages d'escalier, provocations diverses vis-à-vis des « roumis », etc.) et surtout menace sociale (rôle de « perturbateurs » dans les classes, ou, plus grave, installation durable sur le marché de la drogue pour certains d'entre eux). (...) Ils font peser sur les autres enfants et sur leurs familles le plus gros des risques, celui qui consiste à faire capoter la stratégie d'ascension par l'école ».

Voyons maintenant le racisme dans le milieu des OP, les ouvriers professionnels. Guy, ouvrier qualifié, alors au PCF, dit ceci, devant les auteurs de l'étude : *« Les immigrés, il n'y en a que pour eux ! Et on ne parle pas des autres ! Ils nous envahissent et on ne dit rien. Ils sont venus travailler comme manouvres, c'est déjà bien qu'on les garde. Qu'ils nous foutent la paix ! Les OS, finalement, ils ne sont pas si malheureux que ça ! Mais des OP (comme lui) qu'on a abandonnés, qui sont débordés par les techniciens, personne n'en parle ».*

Si on doit retenir un mot ici, c'est « abandonnés ». En clair, on ne parle pas de « nous », les vrais ouvriers, les gens vraiment méritants. Pour les auteurs de l'étude, si ces ouvriers respectables, les professionnels, votent FN, ce qui est en jeu dans ce vote, *« c'est bien la respectabilité de personnes qui ont travaillé dur toute une vie pour acquérir leur maison, bien élever leurs enfants, se construire une bonne réputation, etc. Cette respectabilité (...), les ouvriers peuvent aujourd'hui la perdre brutalement. De diverses manières : par le chômage qui frappe le ménage, par le déclassement de leur lieu d'habitat (...) mais aussi par la contestation diffuse de leur système de valeurs (...) au profit de cosmopolitisme ou du "métissage" (...) ».*

S'ajoute à ces idées un mépris et un rejet des intellectuels, des Parisiens, des médias. C'est en effet depuis Paris, dans les médias, à la télé, que cette aristocratie ouvrière de province entend des discours moralistes de gauche, qui leur donnent l'impression que l'on n'en a que pour les immigrés, qu'on leur apporte des aides de toutes sortes quand on parle d'intégration, que ces immigrés sont donc des gros malins à se faire plaindre ; et en tout cas, eux, les ouvriers méritants qui ont travaillé dur, ne se laissent pas berner par les Arabes, comme ces gogos d'intellos qui parlent de loin, dans leurs salons ou les studios de télévision.

Du coup, décrivent Beaud et Pialoux, *« ces vieux OP qui, en d'autres temps, auraient été des freins à la montée d'idéologies racistes, développent en vieillissant un rapport à la politique blasé, cynique, et que les événements survenus depuis dix ans encouragent (...) A l'usine, ils ont eu la possibilité de « monter » et ont des affinités avec la petite maîtrise et les militants. Aujourd'hui, ils paraissent désabusés, très peu restent des militants actifs, ils ont connu avec l'effondrement du communisme une grande désillusion politique, ont tendance à*

adopter un ton sarcastique et à ne plus cacher leur mépris pour les OS et les immigrés. Dans l'usine, ils continuent de voter CGT. »

Ils vivent donc l'usine comme un milieu encore relativement protecteur pour eux, c'est là qu'ils ont encore une place, leur place particulière, celle qui leur assure un statut social qui évite le bas de l'échelle. Et c'est pour le conserver qu'ils votent CGT. Tout en ayant développé en eux une haine de l'immigré, qu'ils voient comme un autre privilégié, donc quelqu'un qui lui prend une part de ce qu'il estime être son seul dû. Pas étonnant donc que puissent ensuite apparaître dans le milieu CGT, comme on le verra, des individus se mettant à militer ouvertement pour le FN. Cela dit, les auteurs de l'étude ajoutent : *« Pour la plupart de ces ouvriers gagnés – souvent temporairement - aux “idées” du FN, il ne s'agit pas d'une position idéologique ferme. Au contraire, ce ralliement se fait le plus souvent dans le doute et dans la mauvaise conscience ».*

En tout cas, l'étude note, au début des années 1990, la coïncidence entre un regain des positions de la CGT dans les nouveaux ateliers de montage (60% de votes à HC1) et la progression du vote Front national dans les villes ouvrières de la région (entre 20 et 25% des voix aux élections présidentielle et municipales de 1995. *« Une de nos hypothèses (...) écrivent les auteurs de l'étude, consiste à dire que la cristallisation raciste en milieu populaire se fixe moins sur le comportement des parents immigrés à l'usine que sur celui de leurs enfants à l'extérieur. Autrement dit, ce qui reste de destin partagé et de souvenirs communs (travail, luttes, “rigolade”) entre vieux ouvriers à l'usine constitue encore un écran protecteur contre la “contamination” des idées racistes, alors que, en dehors de l'usine, ces mécanismes ne jouent pas, ou plus, laissant ainsi se développer la spirale du racisme d'une fraction du groupe ouvrier, “établie” mais en voie de déclassement, victimes du chômage et de diverses formes de stigmatisation. »*

Ce que l'on peut donc dire, c'est que le racisme des uns, dans la masse ouvrière, a beaucoup de ressemblances avec le racisme des autres, dans l'aristocratie ouvrière, et la première de ces ressemblances est dans le fait de considérer les immigrés comme des privilégiés. N'empêche, la racine du mal est différente.

Dans la masse ouvrière, c'est le sort même qui est fait, qui est une réalité déjà en place, et qui ne peut a priori pas changer, qui suscite la réaction raciste. Dans l'aristocratie ouvrière, c'est seulement la peur d'être déclassé, de perdre ce que l'on a encore, mais que l'on a tout de même, et que l'on n'est pas non plus assuré de perdre, c'est seulement une peur, celle de perdre une situation de relatif privilégié, celle de se retrouver confondu avec la masse ouvrière, qui anime la réaction raciste. Il est important d'avoir à l'esprit cette différence de situation si l'on veut pouvoir toucher par des arguments, par des réponses, par une politique, ces diverses couches du monde ouvrier.

LES RACISMES EN MILIEU POPULAIRE

Essayons d'aller un plus loin, à partir de cette étude. On remarque une chose, c'est que le racisme qui s'exprime là est une réaction de défense, de protection, de la part et du point de vue de ceux qui l'expriment : en prenant cette position, les gens pensent trouver une défense. Là, c'est d'un racisme anti immigré dont il s'agit. On ne parle quasiment pas ni de couleur de peau, ni de religion. Le cœur du problème est dans l'emploi, et si on accuse l'immigré ou ceux que l'on considère comme tels, c'est au fond et d'abord en raison de ce problème.

Le racisme en milieu populaire est donc un racisme concret, lié à une préoccupation précise qui peut être angoissante, puisque ces milieux vivent sans matelas confortable, parfois déjà à la limite de la survie. Ensuite, cette préoccupation, ce rejet, se nourrissent d'autres éléments, et l'élément religieux, la différence de culture, ou tout autre élément peut venir s'ajouter, justifier, nuancer ou exagérer l'idée de départ.

En résumé, le racisme est au départ une idéologie permettant aux dominateurs eux-mêmes de rendre supportable, acceptable, gérable leur domination sur une catégorie d'autres êtres humains. Mais ce racisme, cette idéologie des dominateurs, a tout de suite et dans le même temps été utilisé par ces dominateurs pour faire accepter, ou même pour faire reprendre par leur population ces comportements de mépris ou de domination.

Repris donc par la population, elle-même dominée par des classes sociales supérieures, le racisme joue alors un rôle sensiblement différent. Il est une idéologie qui permet de faire accepter, là aussi, comme pour les milieux dominants, des attitudes de mépris, de relégation, d'infériorité sociale, pour les peuples que ce racisme vise. Mais s'ajoute à cela autre chose, quelque chose qui est spécifique au racisme populaire : il donne une sorte de sentiment de revanche pour la population. Certes, elle doit souffrir, accepter une situation sociale inférieure, mais voilà que grâce à l'existence d'une autre population subissant son racisme, la population d'origine se voit en quelque sorte revalorisée à ses yeux, du fait qu'il se trouve des gens inférieurs à elle.

Le racisme populaire a donc une double raison d'être. Et c'est pourquoi il est si fréquent, si facile à mettre en œuvre. Il justifie, au fond, le système en place, le fait que ce système soit injuste, qu'il crée des catégories entre les humains, et surtout qu'il classe ces catégories en inférieures et supérieures.

Ce racisme populaire est sans doute bien plus divers que celui observé dans les milieux dominants, plus théorique, ou soi-disant théorisé, intellectualisé. Pour ne prendre qu'un exemple, l'antisémitisme : il faudrait en distinguer de nombreuses formes et de nombreux contenus.

Il y a l'antisémitisme disons classique, d'avant la Seconde Guerre, alimenté par l'Eglise catholique, et très courant dans les milieux dirigeants français, puis répété avec des variations dans les milieux populaires. Aujourd'hui, cet antisémitisme n'existe plus que dans certains milieux proches des catholiques les plus intégristes, ou d'autres milieux traditionnalistes français.

Il y a aujourd'hui, plus récent, l'antisémitisme des Maghrébins, qui est différent. Et il est compliqué. Un jeune de vingt ans n'y mettra pas le même contenu que ses parents ou grands parents, qui eux, ont vécu des décennies, et savent que leurs ancêtres ont vécu durant des siècles en acceptant parmi eux des populations juives, et pour certaines périodes en de très bon termes (voir le documentaire Juifs et musulmans, si loin si proches (1-Les Origines 610-721 ; 2-La place de l'autre 721-1789 ; 3-La séparation 1789-1945 ; 4-la guerre des mémoires 1945-2013).

Différent encore est l'antisémitisme des Noirs envers les Juifs... Le Monde daté du 22 avril 2006 consacre deux pleines pages à ce sujet : « Juifs-Noirs, Le grand malentendu ». Avec pour sous-titre : « *Depuis 2000, des tensions opposent les communautés noire et juive,*

dans les banlieues mais aussi parmi les intellectuels. Concurrence des mémoires, insultes racistes, violences physiques, c'est l'escalade ». En France, un mouvement reprend en 1995 les thèses de l'américain noir Louis Farrakhan, après qu'il ait réuni un million d'hommes à Washington. Dans le centre de Paris, cette personne expliquait « *que l'ennemi numéro un des Noirs, c'était les Juifs, « enchaînait les préjugés antisémites sur leur réussite sociale, parlait de la traite des esclaves organisée par les juifs, jouait de la concurrence des mémoires avec la Shoah, citait les noms de personnalités juives des médias* ». On le voit, Dieudonné ne fait que s'inscrire dans cette lignée.

Des Noirs, d'autres Noirs, vont vouloir contrer cette vision. En 1994 est créée l'association JUAF (Juifs et Africains), qui parle d' « *amitié naturelle* » entre ces deux mondes qui ont une connaissance commune de la souffrance et du racisme. Mais c'est la vision raciste qui va se développer, alimentée par les problèmes sociaux : « *Les banlieues où les jeunes Noirs sont victimes de discriminations, explique Abdoulaye Barro, un des fondateurs de JUAF, ont été un terreau favorable aux discours venus des Etats-Unis. Avec la seconde Intifada, en 2000, les descendants de colonisés africains se sont identifiés aux Palestiniens. Les Juifs se sont battus pour avoir une place dans la société française. Par glissement, ils sont devenus ceux qui empêchent les Noirs d'obtenir la leur. Du modèle, on est passé à la convoitise, puis au ressentiment, et finalement à la haine* »

Voilà, autant de situations, autant d'antisémitismes ; il n'y a pas un racisme, il y en a une multitude !

Il est donc essentiel, derrière les discours qui peuvent ne pas dire directement le cœur du problème, de déterminer celui-ci. Car nous avons ici le même problème sur ce point négatif des idées racistes que lors des moments plus positifs de montée de lutte : lorsque les travailleurs se mobilisent, indiquent une volonté de lutter, il nous revient également de trouver, au-delà de ce qui est dit, les vraies motivations et les vraies revendications, souvent difficiles à exprimer exactement.

Dans l'étude que nous venons de citer, dans la majorité des cas dans le monde ouvrier, c'est évidemment d'un racisme anti immigrés en tant que tel dont il s'agit, d'un racisme qui rejette une catégorie que l'on voit comme venant prendre des emplois, ou des aides sociales aussi. Et autour de cette idée, s'en agrègent ensuite d'autres, sur les mauvaises influences envers les enfants, sur la délinquance, ou encore l'idée que l'on se fait de sa propre identité culturelle, que l'on finit par sentir menacée par la culture de l'autre.

Mais il importe de bien replacer ces divers facteurs à leur place. Sans la crainte centrale de l'emploi, du niveau de vie, les autres craintes ne seraient certainement pas présentes.

Prenons un tout autre exemple. En Afrique du Nord, en Tunisie notamment, dans les années 1950, se côtoyaient dans de nombreux endroits, villes, villages ou quartiers, des populations de chrétiens, de musulmans et de juifs. Et dans ces quartiers, aucune animosité ne se manifestait d'aucune communauté envers aucune autre. Chacune pouvait exercer ses pratiques, sa manière d'être, tout en étant ouverte aux autres. Les fêtes religieuses de l'une étant l'occasion d'inviter et d'obtenir la présence des autres, et réciproquement. (Voir le film « *Un été à La Goulette* » (1996, Ferid Boughedir).

A un moment, la communauté juive a décidé, dans sa presque totalité, d'émigrer. Ce sont des événements extérieurs, l'indépendance de la Tunisie, les rapports entre Israël et le monde arabe, qui ont abouti à ce départ, sans qu'il n'y ait eu, quasiment, d'actes ou de paroles antisémite en Tunisie jusque là.

On voit en tout cas qu'il est donc tout à fait possible, pour la population, de se montrer tolérante, mieux encore, accueillante aux autres, de ne pas les voir en étrangers ni de se sentir soi-même étrangers. Le racisme, la peur des autres, que ce soit sur une base nationale, religieuse, ou quelle qu'elle soit, n'est pas inhérente aux classes populaires. Cette peur ne surgit que si la réalité bien concrète s'y prête. Alors, elle engendre les pensées, les raisonnements, puis les attitudes racistes.

Mais à l'inverse, une fois que le racisme est activé, il n'est pas sûr qu'il ne dure pas, y compris au-delà de la situation et du problème qui l'a créé. Pour donner un exemple personnel, j'ai vécu en Tunisie, dans un village puis à la capitale, jusque l'âge de 13 ans. Ma famille, juive, a émigré en France en 1960. Là, l'un de mes premiers amis, dans une cité de la banlieue parisienne, se trouve être un jeune maghrébin. Réaction de mon père : « on n'est pas venus en France pour retrouver des Arabes ; tu vas quitter ce garçon tout de suite ! » Pourtant, à l'époque, nulle crainte communautaire n'existait en France en provenance des Arabes ou des musulmans. Ce qui se manifestait là, c'est le relent d'un racisme construit en Tunisie, et qui du coup commençait à s'alimenter de nouveaux éléments pris en France.

LES RACISMES, UTILISÉS PAR LES ÉTATS

Les racismes populaires sont nombreux, car la société connaît de nombreuses lignes de tension, de fracture, d'opposition, entre couches sociales, nationalités, religions. L'histoire, le passé, comptent également, et l'on peut toujours voir se réveiller d'anciens racismes, avec de nouvelles nuances dans l'air du temps. Le racisme, les racismes, devrait-on dire, sont donc une constante dans un monde social divisé. Modéré, latent en temps de prospérité sociale, il s'exacerbe et peut vite enfler, se modifier. Aussi, de tout temps, les politiciens ont cherché à utiliser cette idéologie à leur profit.

Mais il faut ajouter un certain nombre de choses. Et la première est que s'il est vrai que le racisme est une composante habituelle, latente, prête à enfler, dans les milieux populaires, ce racisme populaire, même exacerbé, n'aboutit jamais par lui-même à des actes violents comme ceux que l'on a connus. Chaque fois que l'on a regardé de près, on a pu voir et comprendre que des forces d'en haut, des partis politiques, ou même des forces étatiques, administration, armée, etc, ont été à l'œuvre, pour pousser la population à commettre des actes de tuerie, à passer à l'acte.

Si l'on reprend le cas du Rwanda en 1994, voici des témoignages de tueurs, sur la manière dont les massacres de Tutsis ont commencé, extraits du livre de Jean Hatzfeld, Une saison de machettes (Seuil 2003) :

« Jean-Baptiste : Au fond, dire qu'on s'est organisés sur les collines est très exagéré. L'avion a chuté le 6 avril. Le très petit nombre de cohabitants hutus est parti directement en représailles. Mais le grand nombre a attendu quatre jours dans leurs maisons et aux cabarets le plus proches ; à écouter la radio, à regarder les fuites de Tutsis et à bavarder et blaguer sans rien préparer.

Le 10 avril, le bourgmestre en costume plissé, et toutes les autorités, nous ont rassemblés. Elles nous ont sermonnés, elles ont menacé à l'avance ceux qui allaient cochonner le boulot ; et les tueries ont commencé sans méthode approfondie. La seule réglementation était de persévérer jusqu'à la fin, de garder un rythme satisfaisant, de n'épargner personne et de piller ce qu'on trouvait. C'était impossible de cafouiller.

Pancrace : Le premier jour, un messenger du conseiller communal est passé dans les maisons pour nous convoquer à un meeting sans retard. Là, le conseiller nous a annoncé que le motif du meeting était la tuerie de tous les Tutsis sans exception. C'était simplement dit, c'était simple à comprendre.

On a donc seulement demandé à haute voix des détails sur l'organisation. Par exemple, comment et quand il fallait commencer, puisqu'on n'était pas habitués à cette activité, et par où aussi, puisque les Tutsis s'étaient échappés de tous côtés (...) Le conseiller a répondu sévèrement : « Il n'y a pas à demander par où commencer ; la seule organisation valable, c'est de commencer droit devant dans les brousses, et tout de suite, sans plus s'attarder derrière des questions. »

Au début, le bourgmestre, le sous-préfet, les conseillers municipaux étaient à la coordination de tout ça et les militaires ou policiers à la retraite grâce à leurs fusils. En tout cas, celui qui disposait d'une arme, même une vieille grenade, était très bien poussé en avant et s'en trouvait favorisé.

Par après ce sont les jeunes gens les plus courageux qui sont devenus chefs. Ceux qui ordonnaient sans hésitation et marchaient à grands pas. Moi, je me suis fait chef pour les cohabitants de Kibungo dès le premier jour. Auparavant j'étais chef de la chorale de l'église ; je suis devenu de la sorte un chef authentique, si je puis dire. Les cohabitants se sont accordés sur moi sans anicroche.

Léopold : Les gens de Kibungo de Kanzenze et de N'Tarama se rassemblaient sur le terrain de foot de Kibungo. Les gens de Muyange et de Karambo se rassemblaient devant l'église pentecôtiste de Maranyundo. Là, s'il y avait des brochettes, on mangeait. S'il y avait des consignes, on écoutait et on allait.

On devait normalement partir à pied à travers la brousse, raison pour laquelle on se levait plus tôt que les collègues de Kibungo. Toutefois le trafic de véhicules était appréciable pendant cette période. Les chauffeurs se montraient serviables et offraient leurs bennes sans contrepartie, certains commerçants multipliaient des allers-retours cadeau ; et on pouvait donc trouver place dans une camionnette de commerçant ou dans un autocar militaire. Ça dépendait de la chance ou de son rang.

Elie : On devait faire très vite, on n'avait pas droit aux congés, surtout pas les dimanches, on devait terminer. On avait supprimé toutes les cérémonies. On était tous embauchés à égalité pour un seul boulot, abattre tous les cancrelats. Les intimidateurs ne nous proposaient qu'un objectif et qu'une manière de l'atteindre. celui qui repérait une anomalie, il l'agitait à voix basse ; celui qui nécessitait une dispense, pareillement. Je ne sais pas comment c'était organisé dans les autres régions, chez nous c'était élémentaire. »

C'est donc bien toute une organisation étatique, même si c'est d'un Etat de pays pauvre dont il s'agit, qui sert de machine de guerre à l'action raciste de destruction.

En Yougoslavie, après la mort de Tito, on a vu les dirigeants politiques se lancer dans une fabrication systématique de la haine de l'autre, par les mots et surtout par des actes sanglants, en vue de prendre un pouvoir sur une partie de la région. Mais si cela a été possible, c'est aussi que le pays subissait de plein fouet les plans dits d'ajustement structurels imposés par le FMI, pour rembourser les dettes. Le racisme qui a été mis en œuvre là a été chercher jusqu'à des siècles en arrière des idées moyen-âgeuses pour justifier les attitudes et les pratiques.

Ces dirigeants ont gagné, globalement, et imposé leur vue raciste, ethnique, de séparation entre Croates, Serbes, Kosovars... Mais même après cette « réussite » lamentable, il se trouve encore des gens qui refusent, en leur for intérieur, de rentrer dans cette logique et cette manière de voir, qui continuent de refuser de voir l'ennemi chez les autres.

La logique raciste a également gagné avec l'Allemagne nazie. L'objectif d'éliminer les Juifs a été atteint sur toute une partie de l'Europe. Et cela n'aurait pas été possible sans, d'une part l'adhésion à l'idée raciste de la part d'une partie déterminante de la population, de l'ensemble des élites ainsi que de parties massives du peuple allemand de l'époque. En France, par contre, si cette idée a rencontré un certain nombre de partisans, il s'est trouvé également un nombre et une efficacité d'adversaires actifs (selon le documentaire *La Résistance* 2^{ème} partie, Quand il fallait sauver les Juifs, Nick, Olivier, Bodet 2007) : des réseaux efficaces et de nombreux actes individuels ont permis à une partie significative des Juifs de France d'échapper à la répression voulue par le régime vichyste.

C'est donc que la propagande raciste ne devait pas toucher aussi pleinement et profondément cette population que peut le laisser croire le fait qu'elle soit dite du haut de l'Etat, avec de grands moyens officiels, et sur un ton péremptoire qui ne laisse place à aucune discussion.

En Europe, pour ne plus avoir à revoir une atrocité telle que l'extermination des 6 millions de Juifs, on brandit une arme, une seule : le fameux devoir de mémoire. On commémore les événements à bannir, on fait des discours officiels, on montre des images atroces sur le traitement des populations dans les camps d'extermination. Mais voilà, pour préserver un consensus qui satisfasse tout le monde, gauche et droite, riches et pauvres, on ne va pas plus loin, on ne cherche pas à expliquer, à dire les racines différentes du problème (l'antisémitisme permanent en Europe depuis des siècles, la crise économique de 1929 catastrophique en Allemagne, la rage de la petite bourgeoisie en faillite, etc.).

Surtout, personne, aucun intellectuel du monde bourgeois n'a jamais osé s'attaquer à la réflexion de fond sur la shoah. Pourquoi le capitalisme allemand, l'un des plus modernes à l'époque, a-t-il dû faire cela ? Michel Bounan, dans « *L'art de Céline et son temps* », en donne cette explication. Pour lui, l'antisémitisme nazi était « *un simulacre d'une révolution anticapitaliste greffé par le capitalisme lui-même sur une agitation sociale réellement révolutionnaire ; (...) un miroir aux alouettes et un massacre de boucs émissaires* ».

En clair, face à la crise, et avec elle à la mise à nu du système capitaliste, de sa cruauté, la mise à nu y compris de ses vrais responsables, face au danger révolutionnaire devenu révolution en Allemagne, après avoir gagné l'URSS et une partie de l'Europe,

l'extermination des Juifs a permis de « *jeter en pâture aux révoltés un illusoire ennemi afin de les remettre au travail* ». Et Bounan conclut en disant ceci : « *On observe que la soudaine rumeur d'un complot juif se découvre toujours dans les mêmes circonstances historiques, quand la véritable conspiration pour le maintien de l'ordre et la complexité de ses mécanismes commencent à paraître publiquement* ».

LES ORGANISATIONS ANTIRACISTES EN FRANCE

Trois organisations antiracistes ont une certaine importance en France, la LICRA, le MRAP et SOS racisme. A travers leur histoire et leurs prises de position, on va voir à quel point l'idée qu'il y a un et unique racisme universel à combattre est illusoire, surtout avec les moyens que ces organisations ont choisi de privilégier.

La plus ancienne des trois associations, c'est la LICRA. Elle est née en 1927. L'année précédente, un homme, Samuel Schwartzbard, abat de sang froid Simon Petlioura, parce qu'il le juge responsable des pogroms anti juifs organisés en Ukraine. Schwartzbard risque la peine de mort. Un journaliste, Bernard Lecache va organiser une campagne pour le sauver. Schwartzbard est acquitté. C'est à ce cette occasion qu'est fondée en 1928 la Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme, la LICA. Y adhèrent des personnalités comme Léon Blum, Albert Einstein, Maxime Gorki. La LICA cartographie les pogroms en Europe. Elle change de nom en 1932, pour devenir Ligue Internationale contre le Racisme et l'antisémitisme, et changera son sigle en LICRA en 1979. L'idée était que cette extension à la défense d'autres minorités mettrait en valeur le combat contre l'antisémitisme.

Une scission intervient dans l'association après 1945. Certains membres refusent de dénoncer l'antisémitisme en URSS. Ce sont des staliniens, proches ou membres du PCF. Ils se séparent et fondent le MRAP, qu'ils vont spécialiser dans la dénonciation du racisme anti-maghrébin.

En 1972, une loi antiraciste, demandée depuis bien longtemps par les associations, est enfin sur le point d'être votée. La LICA tente d'obtenir d'être seule à en profiter, en demandant que ne puissent se porter partie civile dans les procès qu'une association reconnue d'utilité publique. Le MRAP, lui, demande à ce que cette possibilité soit donnée à toutes associations ayant plus de cinq années d'existence. C'est lui qui l'emporte.

En 1999, sans doute sous l'effet de la concurrence d'autres organisations ou d'un recul de son audience, la LICRA a ajouté à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, d'autres thèmes : la discrimination au travail, la citoyenneté, les jeunes de milieux défavorisés. Dans la pratique, la LICRA se présente comme voulant combattre le racisme au quotidien, en apportant une aide juridique aux victimes. Elle veille à la présence de propos racistes ou antisémites dans les médias, intente des procès, réclame le retrait des ouvrages négationnistes.

Mais en 2002, avec l'UEJF et Avocats sans frontières, la LICRA va intenter un procès contre le journaliste de France Inter Daniel Mermet. Elle l'attaque du fait de paroles d'un auditeur incriminé pour « *incitation à la haine raciale* », au sujet du conflit israélo-palestinien. Un pas est franchi : sous prétexte de lutte contre un racisme antisémite, la LICRA se range en réalité derrière l'Etat d'Israël, et du coup contre les Palestiniens. On verra désormais régulièrement mises en avant ces pratiques : ceux qui s'en prennent à la politique colonialiste ou guerrière d'Israël, se verront taxés par les défenseurs de l'Etat hébreu d'antisémitisme. En

clair, une lutte contre un racisme, une lutte censée se mener contre une oppression, est utilisée comme arme pour défendre un oppresseur.

*

Le MRAP, on va le voir, ne fera pas mieux. Lui ne changera jamais de sigle, mais il changera le sens de son sigle. Celui-ci signifie à sa création en 1949 Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix. Son intitulé indique à la fois une volonté de maintenir le programme de départ de la LICRA, donc de le concurrencer, et une coloration proche du PCF, avec le terme de Paix. La fondation du MRAP est le fait, on l'a dit de la scission de la LICA, mais aussi de membres du MNCR (mouvement national contre le racisme) et du mouvement des FTP-MOI (Francs-tireurs et partisans – Main d'œuvre immigrée, anciens résistants d'origine internationale).

Lorsque la loi antiraciste est sur le point d'être votée en 1972, on l'a vu, le MRAP l'emporte, avec la loi Pleven, qui sera complétée plus tard avec la loi Gayssot, qui étend la possibilité de poursuites au négationnisme.

Comme la LICRA, le MRAP va s'intéresser aux discriminations dans le travail, le logement, les loisirs. Il revendique un droit de vote pour les étrangers. Il se montre au peu plus audacieux que la LICRA quant à la défense des immigrés, notamment ceux en situation irrégulière. Le MRAP fait partie du Réseau Education Sans Frontières (RESF) ; il est également membre fondateur d'ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne).

Il reste, aujourd'hui, apparemment proche du PCF. Mouloud Aounit, un des organisateurs de la Marche des Beurs de 1983, décédé en 2012, était à la fois président du MRAP, conseiller régional d'Ile de France, élu sur une liste d'union avec le PCF en Seine Saint Denis, et avait soutenu la candidature de Marie-Georges Buffet à l'élection présidentielle de 2007, sans avoir sa carte du PCF.

En 1977, le MRAP a changé le sens de son sigle : Mouvement contre le racisme et pour la paix est devenu Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié des Peuples. Le mot antisémitisme ayant été effacé, cela a fait polémique. Pour les uns, il indiquait l'abandon de cette lutte. Pour d'autres, celle-ci était simplement incluse dans l'ensemble des racismes.

Notre avis est que le développement du conflit israélo-palestinien était à l'œuvre, au travers des jeunes générations immigrées maghrébines qu'il affectait en France. Et que l'antiracisme des uns, à la LICRA les poussait à se solidariser à l'Etat d'Israël lui-même. Tandis que de l'autre côté, le MRAP, ayant choisi de travailler en direction des populations plutôt originaires d'Afrique ou d'Afrique du Nord, va subir la pression idéologique des jeunes maghrébins, outrés par les pratiques guerrières de l'Etat hébreu. Effacer l'antisémitisme du fronton de l'organisation était sans doute un calcul destiné à ne pas effaroucher cette partie de la population.

Le MRAP ira un peu plus loin dans cette direction. En 1989, il dépose plainte, en prenant pour avocat Gilbert Collard (aujourd'hui député Front national), contre la proviseur d'un LEP de Marseille, qui a refusé en cours une élève voilée. Un pas est franchi : sous prétexte de lutte contre un racisme, le MRAP se range du côté des partisans islamistes du voile. Là encore, l'antiracisme, cette soi disant arme contre une oppression, est utilisé par des

opresseurs, les islamistes, qui veulent un enfermement total des femmes, comme ils l'exercent sur toute la péninsule arabe.

*

Dernière arrivée sur la scène française, SOS Racisme. Là, c'est une quasi fabrication du PS dont il s'agit. Mieux, c'est une fabrication par d'anciens trotskystes qui ont abandonné le trotskysme et sont entrés au PS, Julien Dray, Harlem Désir. L'objectif était de mettre en place une organisation capable de mobiliser massivement, contre le FN, pour faire en sorte que les politiciens ne lui fassent pas la place que devrait lui donner son score aux élections. Et cela marchera, du moins en partie. Alors que le Front national obtiendra de 10 à 17% des voix lors des élections nationales, la droite se refusera à s'allier à lui, sauf dans un certain nombre de majorités dans les exécutifs régionaux.

L'opération est lancée un an après la « *Marche pour l'égalité et contre le racisme* ». Selon Farida Belghoul, qui avait été une dirigeante de cette Marche – et qui depuis s'est rapproché de l'intellectuel d'extrême droite Alain Soral, lui-même passé du PC au FN, puis sur une liste électorale de Dieudonné – les fondateurs de SOS voulaient affaiblir le mouvement beur qu'ils jugeaient trop proche de la cause palestinienne. En tout cas, les membres de l'Union des Etudiants Juifs de France sont présents, et collaborent avec ceux du PS au sein de SOS.

Bien qu'il n'y ait pas de preuve, plusieurs auteurs pensent que l'association a reçu directement de l'Elysée l'argent qui a permis aux militants étudiants de l'UNEF-ID de Villetaneuse de payer les premières dépenses, la location du siège, les badges à la petite main « *Touche pas à mon pote* ». Ce qui est certain, c'est qu'en 2009, le Journal officiel donne le détail de l'argent reçu : plus de 900 000 euros, qui proviennent de divers organismes tous plus officiels les uns que les autres, le Fasild, (Fonds d'aide et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations), les Ministères de l'Education nationale, de la jeunesse et des Sports, la Mairie de Paris, le Conseil Régional d'Ile de France. Un donateur privé est Pierre Bergé, proche du PS, avec 100 000 euros. Les cotisations des adhérents se montent à 18 669 euros pour une année !

SOS décollera lorsque des gens comme Mark Halter, Simone Signoret, Coluche, la soutiennent. Début des années 1990, elle organise de grands concerts en plein air dans Paris. Elle met en avant le terme « *intégration* », cite en exemple la réussite sociale de personnes d'origine immigrée, prône une « *république métissée* », qui assure une égalité à tous. SOS Racisme va plutôt insister sur la dénonciation de l'antisémitisme. Elle signe un Livre blanc des violences antisémites en France en lien avec l'UEJF (Union des Etudiants Juifs de France). Fin des années 1990, SOS réoriente son combat, et au lieu de viser le FN en priorité, elle entame la pratique du testing, pour apporter des preuves de discrimination raciste, dans l'accès au logement, au travail, aux boîtes de nuit. En 2007, Garnier (du groupe L'Oréal) et Adecco seront ainsi condamnées pour discrimination raciale par la Cour d'Appel de Paris.

Si le PS continue de faire vivre SOS Racisme, c'est sans doute qu'il considère que c'est un outil qui peut lui être utile. Et c'est de fait un concurrent au MRAP, proche lui du PC, et jugé également proche de la cause palestinienne.

*

La LICRA et le MRAP disent avoir chacun 5000 adhérents, SOS Racisme en prétend 9000, la Ligue des droits de l'homme 10 000 (Le Monde daté 27 octobre 2012).

L'ANTIRACISME, DES VALEURS BROUILLÉES : INDIGÈNES, CRAN, DIEUDONNÉ

Le racisme était jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle le fait de couches sociales objectivement et réellement dominatrices et s'exerçait contre d'autres, en état d'infériorité par rapport à elles. En clair, dès qu'il existait une situation de racisme, qu'il soit exprimé par des mots ou exercé dans les faits, celui-ci était toujours et de toute évidence le fait de gens situés socialement au-dessus de ceux que ce racisme visait.

Ainsi du racisme du colonialiste ou des partisans de la colonisation, racisme qui diffusera si bien qu'il sera durablement partagé dans les pays colonisateurs par l'immense majorité de la population de ces pays, y compris bien après la fin des colonisations. Nous nous devons, alors, d'être contre ce racisme, et du côté des peuples colonisés. Idem dans le cas de l'apartheid, en Afrique du Sud ou aux Etats-Unis. Nous nous devons d'être du côté des Noirs en lutte contre ces régimes de ségrégation.

Les choses étaient donc simples. Dès que l'on entendait parler de racisme, on ne pouvait pas se tromper, si l'on avait à cœur de prendre un juste parti. On se devait d'être du côté de celui subissant un racisme, ou, ce qui revenait au même, contre quiconque se disait agir d'une manière raciste.

Mais depuis quelques années, les choses se sont compliquées. Il se trouve des situations où, bien qu'une organisation ou des gens dénoncent un racisme, nous n'ayons pas à les soutenir. Et il se trouve des situations où l'on ne dénonce pas de racisme, mais où c'est bel et bien de cela dont il s'agit, et nous nous devons alors de prendre position.

Prenons le cas de l'Etat d'Israël. On ne va pas ici reprendre l'historique de sa création. Mais on sait que, dès ses tout débuts, cet Etat a en face de lui les Etats des pays arabes. Or la propagande officielle de l'Etat hébreu va, dès cette époque, mettre un trait d'égalité entre les chefs d'Etat arabes et Hitler. Et il faut bien se rendre compte qu'en 1948, on sort à peine de la guerre, des camps de concentration, dont Hitler est l'éminent représentant. Et lorsque la propagande sioniste met un trait d'égalité entre Hitler et le chef de l'Etat égyptien Nasser, très populaire dans tout le monde arabe, c'est pour regrouper la population juive contre tous les Arabes, c'est pour faire de chaque Arabe un ennemi à vie pour tout israélien, et empêcher, par exemple, que se développent d'autres solutions que la solution sioniste qui a choisi de faire un Etat à un seul peuple.

Cette attitude d'Israël crée une confusion entre une attitude qui serait raciste, l'antisémitisme tel que l'a pratiqué l'Allemagne nazie, qui était raciste, et une attitude celle-là politique des dirigeants arabes – même si du côté des dirigeants nationalistes arabes, s'y ajouteront des vues racistes du problème, elles sont bel et bien politiques et le resteront pendant des décennies.

Eh bien, de nos jours, c'est quotidiennement qu'en France, des organisations font cet amalgame entre antisémitisme et antisémitisme et l'utilisent sciemment, se mettant à hurler à la renaissance d'un racisme antijuif dès que quiconque ébauche une critique de la politique

israélienne envers les Palestiniens. Evidemment, cette attitude est le fait d'organisations juives, mais aussi de certaines des organisations antiracistes.

Le combat antiraciste semblait noble, porteurs de valeurs justes, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Car cette période est à la fois celle de la fin du régime nazi, suivie de la fin des colonisations. Mais cette image est brouillée par l'utilisation des sionistes. L'attitude agressive et de domination envers les Palestiniens est défendue par ces gens-là en prétendant que ceux qui les critiqueraient seraient eux-mêmes des racistes.

*

Mais ce n'est pas tout. Avec la naissance d'organisations du genre « Les indigènes de la république », ce sont cette fois des individus faisant partie d'une catégorie ayant subi originairement le racisme, les colonisés, ou les Noirs, qui vont relancer une accusation de racisme là où il n'est pas juste de la dire.

L'appel « *Nous sommes les indigènes de la république !* » a été lancé le 28 février 2005. Il dit par exemple : « *Discriminés à l'embauche, au logement, à la santé, à l'école et aux loisirs, les personnes issues des colonies, anciennes ou actuelles, et de l'immigration post-coloniale sont les premières victimes de l'exclusion sociale et de la précarisation* ». Il ajoute « *les populations issues de la colonisation et de l'immigration sont aussi l'objet de discriminations politiques. Les rares élus sont généralement cantonnés au rôle de "beur" ou de "black" de service.* » « *Dans certaines de ses anciennes colonies, la France continue de mener une politique de domination. Une part énorme des richesses locales est aspirée par l'ancienne métropole et le capital international. Son armée se conduit en Côte d'Ivoire comme en pays conquis* ». Et l'appel est lancé « *pour une démocratie sociale véritablement égalitaire et universelle* », au nom de « *Nous, descendants d'esclaves et de déportés africains, filles et fils de colonisés et d'immigrés, nous, Français et non-Français vivants en France, militantes et militants engagé-es dans les luttes contre l'oppression et les discriminations produites par la république post-coloniale* ».

Écoutés rapidement, ce texte comprend suffisamment de mots pour attirer par mal de monde et de militants. Il a d'ailleurs été signé, dès le départ, par des sociologues, des antiracistes convaincus, y compris des Verts, quelques personnes du PCF, et plusieurs membres de la LCR. Mais nous, nous l'avons combattu. Sans mentionner Les indigènes, nous avons à l'époque expliqué dans un Ouvrier qu'il était faux de tout mélanger. Que non, ce n'est pas l'Etat ni la République qui organise le racisme. S'il existe et s'il se manifeste par des discriminations évidentes dans l'attribution de logement, d'emploi, etc, c'est du fait d'un racisme individuel, lui-même produit de l'histoire. Mais l'Etat français, aujourd'hui, n'est pas raciste. Ce n'est pas par le racisme, mais par le capitalisme qu'il engendre des inégalités, à la base du système. Et cela, les Indigènes ne le disent pas.

De même, ce qu'ils disent de la France dans ses anciennes colonies ressemble à de l'internationalisme, est fait pour attirer des gens qui ont cette valeur au cœur, mais ce n'est pas de l'internationalisme. Car aujourd'hui, les confettis de l'ancien empire ont une place dérisoire dans l'impérialisme français. C'est bien au-delà des DOM-TOM que le capitalisme français exploite et domine. Même la soi-disant défense des immigrés qu'affichent « Les Indigènes » est spécieuse : elle oublie les Turcs ou les travailleurs des pays de l'Est, les Roms...

Concernant, le racisme, l'Appel dit en effet que « *les jeunes "issus de l'émigration" sont (...) accusés d'être le vecteur d'un nouvel anti-sémitisme* ». Mais le problème est que cette accusation est en partie vraie. Une partie des immigrés reprennent sans aller plus loin les visions des intégristes islamistes qui sont bel et bien antisémites. Ne pas le dénoncer, ne pas les dissocier de ceux qui ont une vue claire et politique et sont contre le sionisme, cela revient à les couvrir.

Dans les faits, cette opération Indigènes est tout le contraire de ce que nous pensons utile aux opprimés. Cette opération, qu'elle soit menée sincèrement par des gens souhaitant faire reculer une discrimination ou qu'elle soit peut-être influencée, ou même manipulée par des islamistes, elle ne fait que remplacer une vision sociale des problèmes par une vision uniquement raciale.

*

A la même époque, et allant dans le même sens, on a vu se mettre en place le CRAN (Conseil représentatif des associations noires). Cette fois, ce sont les Noirs, au vu donc de la seule couleur de peau, qui sont mis en avant. L'initiative est venue cette fois de milieux visiblement assez élevés. Le 26 novembre 2005, une cinquantaine d'organisations se réunissaient en effet à l'Assemblée nationale, en vue de créer une fédération, dont le but est d'interpeller les pouvoirs publics. L'un des initiateurs est Patrick Lozes, membre de l'UDF. Christiane Taubira, de gauche, députée PRG de Guyane, Stéphane Pocrain, proche des Verts, soutiennent la démarche.

Je ne vais pas m'étendre sur cette opération politique, menée en 2005 juste après les révoltes des banlieues en France. On le voit, elle ressemble à l'opération des Indigènes, mais elle est menée depuis des élites... noires. Mais voici le genre de justification, dans la bouche cette fois du président d'An Nou Allé, « Allons-y » en créole : « *Dans le champ politique, explique monsieur Tin, il y a deux attitudes (...) : l'une relève du racisme classique reposant sur l'inégalité des races ; l'autre, antiraciste, nie les races mais, du coup, occulte l'existence de la question noire et débouche finalement sur des résultats relativement similaires* ». C'est clair, racisme et antiracisme, c'est du pareil au même !

En fait, M. Tin ne le dit pas, mais, maintenant que l'Etat n'est plus raciste, il préférerait carrément qu'on rétablisse le terme de races, qu'on reprenne l'ancien combat valable lorsque le racisme anti noir servait à soutenir l'esclavage ; car dans la société sans esclavage mais avec capitalisme, la reconnaissance d'une ségrégation d'Etat permettrait d'obtenir plus de moyens pour monter dans la société, plus vite, en disposant de plus de bonnes places... au détriment des autres.

*

Autre avatar de l'antiracisme, l'opération Dieudonné. Nous l'avons dit plus haut, en Europe et en particulier en France, on donne une place particulière à la shoah, pour la raison essentielle que c'est là, avec les parents des partis politiques actuels, que celle-ci s'est produite. Et de fait, ce génocide semble ainsi particulier.

Si les premières générations qui ont entendu ces discours l'ont accepté sans rechigner, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Pourquoi une telle importance, une telle préférence, pensent même certains, pourquoi ce privilège fait aux Juifs ? On n'en fait pas autant pour les massacres coloniaux, pour les musulmans, pour le Rwanda ! Des politiciens, toujours à l'affût

de nouveaux arguments racistes, ont senti ce vent nouveau, l'ont repris. Un Dieudonné s'est retrouvé un porte drapeau de cette idée.

Et lui, comme en position symétrique de celle que nous avons vue chez les sionistes qui hurlent à l'antisémitisme à tout bout de champ, lui donc va camoufler son antisémitisme en position politique, uniquement antisioniste.

Qui cette propagande touche-t-elle ? Des jeunes, semble-t-il, pour l'essentiel, qui se sentent eux-mêmes des victimes oubliées, jeunes des cités d'origine émigrée ou pas, et jeunes d'origine du Maghreb et d'Afrique noire en particulier. Les politiciens d'extrême droite ont senti qu'il était possible de soulever les sentiments de rancune ou d'hostilité de ces catégories, en les retournant contre une autre minorité, les Juifs. Ils tentent ainsi de faire d'une pierre deux coups, en gagnant la sympathie d'une partie populaire de la jeunesse, délaissée par la gauche ou l'extrême gauche, et faisant aussi revivre une vieille lune raciste, l'antisémitisme.

Le journal le Monde a consacré plusieurs articles au phénomène Dieudonné. Dans celui daté du 9 janvier 2014, il a fait un choix particulier : « *Parmi les spectateurs de Dieudonné – et les centaines de milliers de fans de ses vidéos en ligne – se trouvent aussi des jeunes issus de la classe moyenne, politiquement modérés, souvent de gauche et qui se défendent de tout antisémitisme. C'est à eux que nous avons donné la parole* ». Au sujet de la Shoah, Nico 22 ans, adore Dieudonné depuis ses 16 ans, étudiant en droit à la Sorbonne : « *On nous en parle depuis la primaire. A 12 ans, j'ai vu un film où des tractopelles poussaient des cadavres dans des fosses. Nous subissons une morale culpabilisatrice dès le plus jeune âge.* » Guillaume 22 ans, étudiant en master de langue à Rennes, plutôt de gauche : « *La Shoah, on en a mangé jusqu'à la terminale. je respecte ce moment de l'histoire, mais pas plus que d'autres. Le génocide rwandais, je n'en ai pas entendu parler* ».

Un autre, Hedi, 35 ans, de père tunisien et de mère française, ancien étudiant à Sciences Po, se dit « *anticolonialiste et propalestinien* » : « *A l'école, on nous parle des crimes de l'Allemagne, et beaucoup moins de ceux de la France : la colonisation et l'esclavage. Il existe une crainte de créer un sentiment anti-français chez les jeunes issus de l'immigration. Mais c'est l'inverse qui se passe. Ce deux poids deux mesures dans notre lecture ethnocentrée de l'histoire posera problème tant qu'il ne sera pas réglé. Cela dépasse de loin le phénomène Dieudonné et les saloperies qu'il a pu dire. Sarkozy voulait que chaque élève de CM2 prenne en charge la mémoire d'un enfant mort dans les camps. C'est trop, c'est une poudrière. On n'arrive pas à penser la Shoah avec les mêmes outils intellectuels que les crimes coloniaux. Dieudonné a mis le doigt là-dessus. Pour tous les jeunes issus de l'immigration, ça é été une révélation : enfin quelqu'un en parlait* ».

Il y a quelques juifs aussi. Jonathan, 25 ans, journaliste, juif pratiquant, antisioniste, juge que les visites des chambres à gaz en Pologne sont un « *endoctrinement victimaire* », engendrant chez les personnes de confession israélite un « *syndrome de stress prétraumatique* » qui les conduit à redouter « *la résurgence des chambres à gaz à chaque sketch de Dieudonné* » : « *Les blagues de Dieudonné sur la Shoah, comme sa chanson Shoananas, ne visent pas la Shoah en elle-même, mais l'instrumentalisation de l'Holocauste décrite par le politologue américain Norman Finkelstein* ».

Ce qu'on peut voir, c'est que l'argument central, dans ce milieu de classes moyennes du moins, ce n'est au départ pas la haine du Juif. Dans le pire des cas, le Juif était vu en tant

que sioniste, et à ce titre celui qui est responsable de la situation déplorable du peuple palestinien.

Dans un autre article, intitulé « *L' "antisionisme" affiché du polémiste séduit les jeunes musulmans français* », le journal *Le monde* écrit (9 janvier 2014) : « *Depuis une dizaine d'années, Dieudonné est devenu une sorte de "compagnon de route" pour nombre de jeunes musulmans français. Les raisons de cette proximité sont nombreuses, fondées sur un même sentiment "de rejet et de stigmatisation" par le reste de la société, sa rupture avec "les élites" et l'impression pour certains jeunes, en quête de leadership, d'avoir trouvé là une icône (...) Mais l'aura de Dieudonné au sein d'une partie de la communauté musulmane tient surtout à son "antisionisme", compris comme un engagement sans faille pour la cause palestinienne, sujet éminemment sensible au sein de la jeunesse de culture arabo-musulmane* ».

Le racisme anti juif des jeunes d'origine maghrébine semble, formellement, une réponse, symétrique et opposée, au racisme anti immigrés que nous avons vu dans l'étude ci dessus, dans les milieux ouvriers subissant les effets des restructurations économiques et des plans de licenciements. Mais le ressort est le même : on cherche un moyen, ne serait-ce que symbolique, de lancer un cri de revanche. Et l'origine du problème est la même : pas de place digne pour toi dans la société.

Mais, à la jeunesse, il est plus facile qu'aux plus anciens de tenir un discours sur la possibilité, la nécessité de changer le monde. de les enthousiasmer pour cette idée, de les y engager. Il y a donc moyen de répondre, là aussi, au racisme, à ce racisme. En parlant d'un autre projet que la seule haine, ou la revanche, pour changer le monde.

*

Faisons le bilan de toutes ces opérations politiciennes. On voit à quel point l'antiracisme comme valeur est de moins en moins un repère simple et clair, tant les politiques l'ont utilisé et manipulé. Mais si l'antiracisme est ainsi utilisé, c'est aussi qu'il est une notion peu claire. Et c'est pour cela que nous ne sommes pas antiracistes. L'anti racisme sans la lutte et la dénonciation des racines économiques et politiques du mal, cela n'a pas de sens.

Aujourd'hui, devant tant de confusions, comment, nous, pouvons-nous nous y retrouver ? Comment surtout pouvons-nous nous exprimer sur ces sujets ? Il faut de toute évidence que nous nous méfions du terme de racisme. Nous ne pouvons pas trop savoir comment il sera entendu, tant on entend maintenant tout et n'importe quoi.

Si nous parlons d'une affaire banale, classique, de racisme, on peut reprendre le terme. Mais si l'on discute de problèmes liés, directement ou indirectement, au conflit israélo-palestinien, ou de manière plus générale de situations où la confusion existe entre racisme dans le sens classique et autre chose, alors là, nous avons peut-être intérêt à éviter carrément le terme de racisme ou de raciste. Mieux vaut être clair en disant directement de quelle domination nous parlons, et l'illustrer, en en dire les conséquences sociales, humaines, etc.

Cette précaution de langage vaut d'autant plus que le racisme est loin d'être une vision rejetée ou mal vue, de manière générale. Il est interdit, dans ce pays, de tenir des propos racistes, mais la société française est traversée de multiples racismes. Un éditorial du journal *Le monde* daté avril 2006 a pour titre « *Racisme banalisé* ». Il donne ces chiffres de la CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme) : « *Un Français sur*

trois n'hésite pas aujourd'hui à se déclarer raciste (...) Plus de six Français sur dix jugent que "certains comportements peuvent justifier des réactions racistes" ».

*

Un mot encore sur le comportement des racistes. Une tendance existe pour ceux qui exercent cette oppression à la nier, et même dans certains cas à présenter ceux qui la subissent comme des auteurs d'une autre supposée oppression. Ainsi, une enquête CSA effectuée en France fin 2012 (auprès de 1029 personnes) indique que 12% des sondés (soit 123 de ces personnes) estiment que les « Français » sont les principales victimes du racisme en France (Le Monde 19 novembre 2013, « Comment raviver l'antiracisme »).

Cette attitude nous rappelle celle des négationnistes : les chambres à gaz ? un fantasme inventé par les juifs, pour qu'on les plaigne et qu'on les soutienne. Avant eux, c'était déjà l'attitude d'un théoricien de l'antisémitisme en France : Edouard Drumont, qui présentait les Juifs comme menaçant l'intégrité de la France.

UN RACISME ANTI BLANC ? NON, UN RESSENTIMENT

En 2003, Jean-Marie Le Pen avait estimé qu'il y avait « *un problème important dont on ne parle pas, celui du racisme anti-Blancs dont sont victimes les Français de souche* ». L'expression de « *ratonnades anti-blancs* » est utilisée en 2005, dans le cadre des manifestations anti-CPE, lorsque des attaques d'une manifestation parisienne avaient été menées par des bandes de cités de banlieue. Une pétition est alors lancée par des intellectuels comme Alain Finkielkraut, Jacques Julliard. Après quoi, l'expression de racisme anti-blanc ne sera utilisée que par le FN et l'extrême-droite, et par eux seuls. Marine Le Pen s'en prend aux associations antiracistes pour leur reprocher de n'avoir jamais intenté d'action sur cette base.

Mais en septembre 2012, c'est le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé qui reprend l'expression « *racisme anti-blanc* », qu'il utilise aussi dans son livre « *Manifeste pour une droite décomplexée* ». Et Copé de reprendre exactement ce que disait le père Le Pen en 2003.

En 2013, dans une affaire d'agression où des insultes telles que « sale Blanc » ou « sale Français » ont été prononcées, le tribunal correctionnel avait jugé que l'on ne pouvait pas parler de racisme, et avait donc rejeté la demande de la personne agressée. Il faut savoir que si la justice estime qu'un acte est à caractère raciste, la loi est alors plus sévère, c'est une circonstance aggravante. La victime était un jeune vendeur de prêt-à-porter d'une vingtaine d'années, qui avait eu le visage balafré de 15 cm. Mais le 21 janvier 2014, la cour d'appel de Paris a retenu la circonstance aggravante de « racisme » dans cette affaire.

En clair, la justice française, pour la première fois, a considéré qu'il existe un « racisme anti-Blanc ». Immédiatement, la LICRA a applaudi, dans un communiqué, cette décision, car ainsi pour elle, « *la loi contre le racisme ne fait pas de différence selon la nationalité, la religion ou la couleur de la peau de la victime* ». Seulement voilà, il se trouve que l'agresseur, d'une trentaine d'années est d'origine... kabyle. Du coup, son avocat a expliqué qu'il n'était pas Blanc. Comme la LICRA, le MRAP sera plutôt satisfait de cette décision de justice, même si au sein des associations, il y a des désaccords.

Par contre, SOS Racisme s'est refusé à reprendre l'expression de racisme anti-blanc, ajoutant que de toute manière elle combat tous les racismes. Cela lui a valu des fortes critiques. Ainsi, le journaliste Eric Zemmour a été dire à Harlem désir : « *SOS Racisme a aggravé le racisme en faisant campagne pour le droit à la différence, pour l'exaltation des racines, contre l'assimilation [...] c'est à cause de vous que vingt ans plus tard les uns tapent sur les autres parce qu'ils ne se sentent pas français* ».

L'accusation de racisme est-elle ici justifiée ? difficile de le dire. On voit en tout cas que parler là, de racisme, n'éclaircit en rien les choses. Contrairement à ce que dit la LICRA, il n'y a pas de quoi pavoiser. Car avec ce terme de racisme anti-blanc, on met dans une sorte d'égalité la situation de l'opprimé et celle de l'opprimeur. L'idée de racisme, la loi contre le racisme, ont bien été bâties pour dire, haut et fort, qu'il ne faut plus qu'une communauté – communauté de religion, de couleur de peau, ou autre minorité – soit opprimée, persécutée, ou même insultée par qui que ce soit d'une communauté dominante.

En parlant de racisme anti-blanc, on efface l'idée de domination, on oublie au passage l'histoire –alors qu'elle explique en grande partie le comportement raciste -. Aussi, même si la justice avalise de fait cette manière de voir, nous ne la reprenons pas. Nous ne pensons pas qu'elle soit un progrès, en quoi que ce soit.

Qu'un sentiment de rejet puisse naître dans une communauté opprimée envers ceux qui l'oppriment, cela a toujours été. On n'a jamais appelé cela du racisme. Un mot au moins existe pour le dire, c'est du ressentiment, une des réactions à l'oppression. Qu'un imbécile use de l'expression « sale Blanc » ne doit pas justifier qu'au fond, on le soutienne, en reconnaissant le racisme et la haine de revanche qu'il voudrait indiquer. On peut même dire qu'en acceptant l'idée de racisme anti-Blanc, on efface en grande partie l'explication du racisme tout court, du racisme comme expression d'une domination présente ou passée, on efface un peu de l'esclavage et de la colonisation.

Mais le tribunal n'a pas été jusqu'à aborder ces problèmes de fond. Les discussions n'ont porté que sur le fait qu'il était ou non prouvé que l'agresseur avait utilisé des mots en question. Triste niveau. Si les tribunaux confirment cette manière de voir, l'expression racisme anti-blanc l'emportera, et il y aura des racismes de chaque couleur contre toutes les autres. Mais l'idée que la lutte contre le racisme va dans le sens d'une lutte contre une domination bien réelle, d'une domination bien concrète, aura disparu. Et on ne verra plus du tout le lien entre le racisme et l'histoire, entre le racisme et les problèmes sociaux.

Le journal de l'OCML Partisan n° 260 daté de novembre 2012 a tenté de répondre à cette idée de racisme anti-blanc, dans un article intitulé : « *Vous avez dit "racisme anti-blanc" ?* »

« *Aujourd'hui, le "racisme anti-blanc" est dans la bouche non seulement de l'extrême-droite, mais également dans celle de l'UMP. Jean-François Copé, dans son dernier livre, reprend l'expression au FN et aux néo-nazis. Bien sûr, il s'agit de faire croire que, dans les quartiers populaires, les "Blancs" seraient victimes de l'invasion des immigrés. Nous voyons bien, autour de nous, que cela est faux.*

Les immigrés premières victimes du racisme. Dans la classe ouvrière, on trouve à la fois du mélange, mais également des préjugés et, oui, du racisme. Mais de toute façon, les

immigrés, quelles que soient leur confession et leur origine, sont de loin les premières victimes du racisme, et non pas les “Blancs”. Personne ne peut dire le contraire : c’est simplement l’expérience de la vie de tous les jours chez les prolétaires. Ceux qui parlent de “racisme anti-blanc”, sont quasiment tous des gens qui n’ont jamais vécu en cité. Des enquêtes sociologiques montrent d’ailleurs que c’est surtout parmi les “blancs” vivant loin des quartiers populaires, que l’on trouve des gens qui affirment avoir été victimes de “racisme anti-blanc”. Dans les milieux grands bourgeois conservateurs, on y ajoute du mépris ou de la peur vis-à-vis des classes populaires en général.

Le racisme anti-blanc n’existe pas ! Parler de l’existence d’un prétendu “racisme anti-blanc”, c’est laisser entendre que les immigrés seraient tous plus ou moins unis dans une sorte de détestation des blancs. Rien de plus faux ! Dans la classe ouvrière, les préjugés et le racisme peuvent fuser dans tous les sens : préjugés de Maghrébins contre les Africains noirs, d’Asiatiques contre les Maghrébins... sans parler des immigrés de deuxième ou troisième génération qui sont d’accord pour dire qu’il faut fermer les frontières car il y a trop d’immigrés en France. Ou, autre bon exemple, les préjugés tenaces contre les Roms, bien partagés par tout le monde. On est bien loin d’un vaste complot musulman pour submerger la France ! Le racisme, ça n’est pas juste celui des Blancs contre les immigrés, et encore moins celui de tous les immigrés solidaires contre les Blancs, ou des musulmans contre les non-musulmans.

“Gouéron”, “baptou”... Ces invectives ne sont pas forcément utilisées dans un sens raciste. Tout comme les expressions “poundé” pour désigner les gens de culture indienne, ou “noich” pour les Asiatiques. leur utilisation peut relever de l’insulte, mais aussi, et même plus souvent, de l’humour potache ou même de l’auto-dérision. “Blanc” est utilisé de manière péjorative surtout pour désigner, en fait, des petit-bourgeois ; un petit prolétaire blanc qui a grandi en cité, qui a grandi au milieu d’amis noirs ou maghrébins, ne sera jamais traité méchamment de “blanc”.

Affronter le racisme pour nous unir. Cela ne veut pas dire qu’il ne s’agit que d’une question de vocabulaire : la confusion existe bien dans la tête des gens. Il y a, en France comme dans d’autres pays, une “ethnisation” des rapports sociaux : cela arrange les bourgeois de construire des oppositions entre les prolétaires d’origine ou de religion différentes pour nous diviser et conforter leur pouvoir. Nous voyons autour de nous la tendance à percevoir les relations sociales à travers les origines des uns et des autres, alors que c’est la classe sociale à laquelle nous appartenons qui compte. Nous devons combattre le racisme et les préjugés autour de nous, dans la classe ouvrière, pour nous unir contre nos ennemis qui veulent nous maintenir sous leur domination. »

ISLAMOPHOBIE : RACISME OU CRITIQUE DE LA RELIGION

Autre terme lié à une idée de racisme, de plus en plus couramment utilisé, l’« *islamophobie* ». Entendu comme en langage courant, ce terme semble vouloir dire, étymologiquement parlant « phobie, donc peur de l’islam », mais une peur inconsidérée, une peur venue de gens hostiles à l’islam et qui nous font peur délibérément. L’islamophobie serait donc une sorte d’équivalent, pour les musulmans, de l’antisémitisme envers les juifs. C’est d’ailleurs la définition qu’en donne Le Petit Robert lorsque ce terme y est entré en 2005 : « *islamophobie* : forme particulière de haine dirigée contre l’islam et les musulmans

qui se manifeste en France par des actes de malveillance et une discrimination ethnique contre les immigrés maghrébins ».

Seulement voilà, les mots ne sont pas neutres. En tout cas, ceux qui les utilisent ne le sont pas. Et dans le cas du mot islamophobie, règne une véritable bataille des idées. Deux camps s'opposent depuis plusieurs années. D'un côté, les néo-conservateurs et l'extrême-droite, de l'autre les islamistes.

Le début de cette bataille date des attentats du 11 septembre 2001 à New York, mais plus encore de Madrid le 11 mars 2004 et Londres les 7 et 21 juillet 2005. Ces attentats étaient revendiqués au nom de l'Islam et visaient les pays occidentaux. Il est évident qu'à leur suite, et bien que des politiques aient dit qu'il fallait faire un distinguo entre islamistes radicaux et islam « modéré », tout un climat de crainte et de méfiance envers ce qui a trait à l'islam a été créé en occident. Des comportements de rejet, agression contre des femmes voilées, refus de les servir dans certains commerces, ont été observés. Les musulmans peuvent dès lors être vus comme une minorité religieuse, plus ou moins discriminée, et l'on est donc en droit de dénoncer cette discrimination.

Mais cette dénonciation a été captée par les islamistes, nous dit par exemple la journaliste Caroline Fourest. Selon elle, c'est Tariq Ramadan qui a su utiliser le concept d'islamophobie et a réussi à le faire prendre en compte par le MRAP. Ainsi, la lutte contre l'islamophobie est devenu un moyen déguisé pour faire taire toute critique contre, non pas les musulmans eux-mêmes, mais contre les aspects rétrogrades et de nos jours choquants de la religion ou de sa pratique. Lutter contre l'islamophobie est même un moyen de tenter de faire condamner ce que les religieux considèrent comme un blasphème. Un blasphème est un discours jugé irrévérencieux à l'égard de ce qui est vénéré par les religions ou de ce qui est considéré comme sacré. Or, en république, la critique de la religion, comme de toute opinion, est libre et constitutionnellement garantie.

Pour caroline Fourest et Fiammetta Venner, fondatrices de la revue ProChoix, « *le mot "islamophobie" a été pensé par les islamistes pour piéger le débat et détourner l'antiracisme au profit de leur lutte contre le blasphème. Il est urgent de ne plus l'employer, pour combattre à nouveau le racisme et non la critique laïque de l'islam.* ». Ce qui est sûr, c'est que les islamistes ne se privent pas d'utiliser le terme d'islamophobie, pour parler « *des attaques satanistes et intolérables contre l'Islam* », comme lors de l'affaire des caricatures du Prophète. Et au-delà des islamistes, c'est l'ensemble du monde musulman officiel qui mène bataille en usant de ce mot. Ainsi de l'OCI, Organisation de la coopération islamique, qui regroupe 57 Etats dans le but de sauvegarder les lieux saints de l'Islam, de soutenir la cause palestinienne dans le conflit isrsélo-palestinien, et dont l'article un est de consolider la solidarité islamique entre Etats musulmans. L'OCI déclare que l'islamophobie est une nouvelle forme de racisme caractérisée par la xénophobie, une description négative et des stéréotypes sur les musulmans qui se comparent à l'apartheid. Selon la démographe de l'INED Michèle Tribalat, l'OCI se vante de commencer à obtenir de bons résultats auprès des dirigeants occidentaux « *auprès desquels elle fait miroiter les avantages en termes de paix civile qu'il y aurait à limiter la liberté d'expression lorsqu'elle offense les musulmans* ». Et elle rappelle qu'en Grande-Bretagne, sous Tony Blair, il s'en est fallu de peu que soit votée une loi qui pénalise, avec des peines pouvant aller jusque 7 ans de prison, la critique des religions.

En France, la CNCDH, Commission nationale consultative des droits de l'homme, a pris position contre l'utilisation du terme d'islamophobie. Dans un rapport de 2004 remis au Premier ministre, la CNCDH explique que « *certaines courants intégristes tentent d'obtenir la requalification du racisme anti-maghrébin en "islamophobie" pour mieux tirer bénéfice des frustrations, jouer sur les replis identitaires religieux de la population d'origine maghrébine et faire du religieux le critère absolu de différentiation, de partage. Il faut donc manier ce terme avec la plus grande précaution* ».

Les organisations qui défendent la laïcité vont suivre cet avis et prendre fait et cause contre le terme d'islamophobie. Toutes jugent qu'il est essentiel de permettre une liberté de parole et de critique envers la religion musulmane comme envers les autres. De même SOS Racisme, où Dominique Sopo juge que le terme d'islamophobie pourrait permettre « *de réinstaurer le délit de blasphème dans les ordres juridiques* ». Comme aussi le MMLF, Mouvement des musulmans laïques de France, où Kebir Jbil dit qu' « *en Iran et au Soudan, pour éliminer les musulmans progressistes, il suffit de les qualifier d'islamophobes. Ainsi, ce terme ne désigne pas un racisme, mais stigmatise toutes celles et tous ceux qui résistent à l'islam radical et archaïque* ».

Par contre, le MRAP a clairement pris position pour reprendre pleinement le mot d'islamophobie. Suite à des débats houleux, où les militants hostiles ont dit leur crainte d'une dérive vers la défense du cléricalisme musulman, le congrès du 5 décembre 2004 a voté la ligne actuelle par 131 voix, contre 83 et 46 abstentions. Le MRAP a ensuite demandé à la LICRA de reprendre avec lui le terme d'islamophobie, dans une semaine d'éducation contre le racisme à l'école, en 2005. Mais la LICRA, ainsi que le syndicat Unsa Education, ont refusé.

Ainsi, ce terme est utilisé dans deux contextes qu'il nous faut effectivement distinguer. S'il s'agit d'actes ou de propos racistes envers une personne du fait de sa religion, nous nous devons de réagir. Mais s'il est utilisé pour dénoncer une critique de cette religion en tant que telle, que l'on soit d'accord ou pas avec elle, nous devons au contraire défendre le droit de critiquer cette religion, et toutes les religions.

Par contre, il faut bien voir que parmi ceux qui refusent d'utiliser le terme d'islamophobie, se cachent aussi des gens peu recommandables à nos yeux, des gens qui nient qu'il y ait un quelconque racisme anti-maghrébin. Or, non seulement celui-ci existe, mais c'est un fait politique d'importance mondiale. Le journaliste du Monde diplomatique Alain Gresh se méfie : « *Il est vrai, dit-il, que certains musulmans peuvent brandir l'islamophobie pour bannir toute critique de l'islam, cela ne doit pas nous décourager : la judéophobie ou l'antisémitisme est aussi utilisé par certains pour interdire toute critique de la politique israélienne. Faut-il bannir l'usage de ces mots pour autant ?* » Et il dénonce cette nouvelle réalité, à l'échelle mondiale : « *C'est ce nouveau masque du vieux fond de racisme anti-arabe et anti-maghrébin conjugué avec l'idée d'une "menace" internationale que le terme "islamophobie" recouvre... Il est évident qu'il y a un recoupement entre racisme anti-maghrébin et islamophobie, sans doute renforcé par la visibilité d'une partie de la jeune génération, qui s'affirme "musulmane" sur la scène publique et ne rase plus les murs. Il se développe ainsi un nouveau racisme anti-arabe, porté par une partie des intellectuels et des médias, qui se camoufle sous le drapeau de la lutte contre l'islam* ».

Et Pascal Boniface, géopolitologue à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques) ajoute : « *On ressort aujourd'hui, sur les Musulmans, le même type d'arguments*

réservés aux Juifs dans les années 30. Ils ne sont pas comme nous, ils font peser un danger sur la République. Ils ont un plan secret pour imposer leur loi. Leur religion est incompatible avec notre société. Ils ne seront jamais français et resteront étrangers, et ce, quelle que soit la mention figurant sur leurs passeports. Dans les années 30, même s'il en avait la nationalité, un Juif n'était pas considéré comme tout à fait français. Aujourd'hui, cet argument est servi pour les Musulmans ».

Personnellement, je nuancerai ce point de vue. Ce que dit Boniface est vrai, au niveau des divers arguments. Mais plus encore que de remplacer le juif, je pense que l'arabe et le monde arabe remplace avant tout un autre ennemi, aujourd'hui disparu : l'URSS et le camp dit « communiste ». Mais en même temps, cette opposition, qui jusqu'en 1990, se situait sur un plan politique, déclaré tel depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New York, est passée avec le nouvel ennemi sur un plan à la fois politique et religieux.

Le monde capitaliste a besoin de se doter d'un ennemi, pour tenter d'unir sa population et éviter qu'elle s'oppose sur ses véritables lignes de fractures, celle des classes sociales. L'islam remplace en partie l'URSS, mais en partie seulement. Car dans la pratique, l'occident capitaliste collabore très ouvertement avec les pays musulmans les plus réactionnaires, dès lors qu'ils acceptent ses conditions économiques et politiques.

L'islam et l'arabe sont donc confondus comme une nouvelle menace globale. Quant au juif, c'est maintenant dans le monde musulman qu'est reprise à une échelle large et populaire la vieille accusation antisémite de vouloir diriger le monde, accusation qui subsiste aussi dans une partie, réduite, des dirigeants de l'occident chrétien.

QUELLE REponse AU RACISME

Nous venons de le voir, la prétendue lutte antiraciste est une illusion. Son arme numéro un est l'interdiction, la loi. Mais interdire, l'histoire l'a maintes fois montré et répété, n'aide pas à enseigner, éclairer, convaincre. Les livres qui sont pour les racistes de grands classiques devraient pouvoir être trouvés, lus, discutés, pour mieux être combattus. Ils sont inaccessibles, mais pas pour les racistes militants. Pour nous, c'est en convaincant, en faisant le parti de gagner par l'intelligence plutôt que par l'ignorance que l'on gagne les gens plus profondément et plus durablement. Au lieu de quoi, l'interdiction est l'occasion pour celui qui la subit d'être mis en valeur, de se présenter en persécuté, d'attirer la curiosité, de renforcer des convictions racistes déjà présentes.

Bien sûr, les organisations antiracistes font aussi, chacune à leur manière et selon l'air du temps, une certaine propagande. Touche pas à mon pote ici, un topo dans une école ailleurs. Mais ces interventions se font toujours au nom d'une bonne morale. Exprimer des idées racistes, avoir des gestes racistes, ce n'est pas bien, pas humain, pas universel, pas fraternel, etc.

Sauf que la racine du problème n'est pas abordée. Supposons qu'un jeune veuille bien, aujourd'hui, entendre ce langage d'universalisme et de fraternité. Mais demain, lorsqu'il sera responsable d'une famille, de ses enfants, et qu'il sera endetté, qu'il craindra pour son avenir et les siens, en quoi le langage entendu dans sa jeunesse pourra-t-il l'aider à s'y retrouver, à comprendre l'origine de ses malheurs réels ou supposés, présents ou futurs ? Ces associations

ne dénoncent pas la société elle-même, ne la remettent pas en cause, alors que c'est son fonctionnement même qui est le terreau du racisme, des racismes.

Le racisme populaire naît et s'entretient de craintes bien concrètes, précises, ou des contraintes terribles qui pèsent d'ores et déjà sur les fractions populaires. Voilà pourquoi il monte, enfle, dès que les raisons de craindre pour soi et les siens, pour l'avenir, augmentent.

Que pouvons-nous faire, nous autres militants, pour lutter contre ce racisme populaire ? Au fond, pas grand chose. Justement parce qu'il s'ancre sur des réalités. La masse de la population ne dispose pas, comme les intellectuels, comme les classes moyennes, des éléments culturels qui pourraient lui permettre de comprendre l'ensemble des mécanismes de base qui ont abouti à sa situation. Elle ne peut que comparer son sort à celui des gens qu'elle côtoie, et réfléchir sur ces seules bases.

Si une seule idée peut, peut-être, dans une situation de racisme montant, freiner l'expression de celui-ci au sein d'une famille envers une famille voisine, ce serait, plutôt qu'un quelconque langage général béni oui oui, le fait de montrer concrètement en quoi cette autre famille, en réalité, souffre elle aussi durement, même si c'est d'une autre manière, sur d'autres points, ou si, par fierté, elle fait tout pour ne pas montrer sa souffrance.

Nous, nous pourrions apporter une idée globale du mécanisme social, de l'exploitation, de la reproduction des inégalités, etc. Mais nous ne pourrions le faire qu'envers un nombre limité de personnes. C'est un travail à faire. Mais il ne peut suffire. Car, en face de nous, d'autres forces politiques ont compris depuis longtemps tout le parti qu'elles peuvent tirer de cette méconnaissance populaire, du racisme latent qui renaît et s'amplifie à chaque à coup de la crise.

Pendant des dizaines d'années, le Front National a tapé, seul, sur ce clou. Mais aujourd'hui, c'est une majorité de partis politiques soi-disant républicains, soi-disant épris de démocratie, qui tapent sur l'immigration et sur les émigrés, d'une manière ou d'une autre, et le font jusqu'au plus haut sommet de l'Etat (l'UMP Sarkozy puis le PS Valls, consacrant chacun un été à frapper sur les Roms). C'est que tous ces partis ont constaté que le racisme anti immigré s'est étendu, approfondi, enraciné dans les populations. Ils cherchent donc à se faire bien voir des électeurs en le caressant dans le sens du poil. Ce phénomène n'est pas spécialement français. Il est l'une des conséquences de la crise dans l'ensemble des pays riches, en tout cas en Europe.

Mais, bien que nous ayons fort à faire en face de nous, il est possible de faire quelque chose. Cette chose possible, nous l'avons un peu expérimentée. C'est de créer un espoir en une autre organisation de la société.

Si l'on veut s'adresser à de fractions significatives, assez importantes, de la masse ouvrière (et aussi, mais en second lieu, de l'aristocratie ouvrière), c'est de la propagande que l'on peut faire. La propagande ne peut expliquer les rouages de l'économie capitaliste, ni les détails de l'histoire du mouvement ouvrier. La propagande se doit de partir de sujets qui touchent la population à laquelle on s'adresse. Et à partir de là, on peut, sur un sujet, dire qu'une autre manière de vivre est possible.

Seule cette idée d'une autre vie peut dépasser la haine qui peut naître contre tels ou tels supposés responsables d'un sort douloureux.

Puisque le problème de l'emploi, selon nous, est central, il faudrait montrer que l'on peut faire une société où tout le monde trouve un emploi. Si l'on y parvient, la crainte de l'autre, de l'immigré, perd une bonne part de son poids. La crainte de celui qu'on voit comme un concurrent déloyal s'estompe. On commence à ne plus le voir comme principal responsable. Il ne peut être vu ainsi que si l'on reste à réfléchir, raisonner, voir les choses, dans le cadre du système en place. Ce sont les règles imposées, sans même le dire, par cette société, qui nous poussent ou poussent certains aux comportements racistes. Voilà la conclusion à laquelle les personnes à qui nous nous adressons peuvent arriver.

C'est donc d'une course dont il s'agit, une course entre l'idée de changer la société et l'idée de s'en prendre les uns aux autres, au sein de la population. L'enjeu est là, à notre avis. Et à partir du moment où l'on commence à être gagné à l'idée de la possibilité de vivre autrement, bien des choses deviennent possibles.

avril 2014